



## **Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2011**

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ et à votre lettre du 15 novembre 2011, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2011.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Le 17 février 2012

Les Greffiers-chefs :

Marjorie Jaquet a Marca

Henri Angéloz

Le Président :

Roland Henninger

\*\*\*\*\*

## **PARTIE GENERALE**

### **I. REMARQUES GÉNÉRALES**

#### **A. Administration de la justice**

Durant l'année 2011, le Tribunal plénier s'est réuni à quatre et la Commission administrative à dix-sept reprises. Le Tribunal plénier a pris de nombreuses décisions d'ordre administratif par voie de circulation et pris position lors de diverses consultations. Par ailleurs, des délégations du Tribunal cantonal ont notamment participé à une séance commune avec le Conseil de la magistrature, à la première Conférence de la justice sur le plan suisse, organisée par le Tribunal fédéral, et à la Conférence de presse vouée à la présentation du rapport annuel du Tribunal cantonal. Enfin, les juges cantonaux ont procédé aux traditionnelles inspections annuelles, sur délégation du Conseil de la magistrature.

Les points forts traités durant l'année 2011 concernent en particulier les thèmes suivants:

- **Fusion des trois sections** : en vue de la réunion des trois sections sous un même toit, qui devra se réaliser en 2013, le Tribunal cantonal a mis sur pied au mois de février 2011 des journées de réflexion qui ont réuni tous les collaborateurs des trois sections et qui ont été conduites par un spécialiste de l'extérieur. Le but de ces journées, qui a été atteint dans une large mesure, consistait à arriver à une vision commune de la future organisation du Tribunal et des processus à mettre en place lors de la réunion des trois sections. Les lignes directrices élaborées lors de ces journées seront ancrées dans le règlement du Tribunal cantonal, dont un premier projet a déjà fait l'objet de deux lectures par la Commission administrative et dont la version définitive sera adoptée en 2012 par le Tribunal plénier. Deux autres règlements, à savoir celui sur l'information du public sur les activités juridictionnelles et administratives ainsi que celui sur la chronique judiciaire, sont par ailleurs en voie d'élaboration et seront adoptés également en 2012.

Le Tribunal cantonal suit attentivement, notamment par l'intermédiaire du Juge Christian Pfammatter et de la Cheffe de projet, Isabelle Emmenegger, tous deux membres de la commission de bâtisse et de la commission de chantier, les travaux liés à la transformation du bâtiment de l'ancien Prieuré des Augustins. Il a demandé certaines modifications des aménagements prévus. En l'état, le planning établi est respecté, de sorte que ce site pourra accueillir vraisemblablement dès le 1er juillet 2013 les trois sections du Tribunal cantonal sous un même toit.

- **Assainissement de la Cour des assurances sociales** : au vu des retards subis dans le traitement des affaires par la Cour des assurances sociales, dus notamment à sa grande charge de travail, le plenum et la Commission administrative ont consacré plusieurs séances à l'assainissement de cette Cour. Conscient que la responsabilité de la situation difficile de la Cour n'incombe en finalité ni seulement à cette dernière ou à la section administrative mais à l'ensemble du Tribunal cantonal, le plenum a décidé de participer concrètement à l'effort de la Cour en lui prêtant main-forte. C'est ainsi qu'il a décidé notamment de lui attribuer, à temps partiel et à titre provisoire, deux juges, un membre des sections civile et pénale et un membre des Cours générales de la section administrative. L'organisation de la Cour a également été modifiée en conséquence avec la mise sur pied de deux équipes distinctes, préfigurant en quelque sorte l'option de principe visant à créer, à partir de 2013, deux Cours des assurances sociales.

- **Identité visuelle** : le Tribunal cantonal a décidé d'adopter la charte graphique de l'Etat de Fribourg. Le logo contiendra désormais une virgule et une balance. Cette nouvelle identité sera introduite au fur et à mesure par toutes les instances judiciaires.

- **Compétence de direction du Pouvoir judiciaire** : ayant constaté que la nouvelle loi sur la justice ne contient plus de base légale pour une surveillance administrative par le Tribunal cantonal, la Commission administrative a procédé à un échange de vues avec le Conseil de la magistrature sur cette question. A la suite de cet échange, ce dernier a décidé de confier au Tribunal cantonal la compétence d'émettre des directives ainsi que des compétences en matière informatique et d'élaboration de modèles.

## **B. Volume des affaires**

La préoccupation liée à une nouvelle augmentation du chiffre des affaires, exprimée dans le rapport pour l'année 2010, se révèle pleinement fondée.

En effet, abstraction faite du contrôle des rapports de détention par la Chambre pénale et des affaires du Président de cette Chambre, ce chiffre a subi durant l'année écoulée, de manière globale, une hausse de 11 % (2010 : 2383 affaires enregistrées; 2011 : 2640), soit en particulier 52 % pour la section civile et 10 % pour la section pénale; ces augmentations sensibles sont essentiellement dues à l'entrée en vigueur des nouveaux codes de procédure suisses. Les affaires enregistrées en section administrative ont quant à elles subi une diminution de 14 %.

Pour plus de détails et d'explications, on peut renvoyer aux chiffres II.A.1 et II.B à M ci-après.

## **C. Indications à l'intention du législateur**

Le Tribunal cantonal a constaté que la loi sur la justice et son règlement d'exécution comportent plusieurs lacunes et contradictions. Il en fera état lors de la procédure de consultation ouverte par la Direction de la sécurité et de la justice.

## II. ACTIVITE JURIDICTIONNELLE

### A. En général

1. Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les trois sections

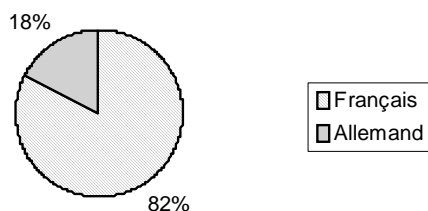
#### TRIBUNAL CANTONAL

Statistique générale	2011	2010	2009
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier	1364	1458*	1494
b) affaires enregistrées	2650	3489	3324
c) affaires liquidées	2670	3583	3355
d) affaires pendantes au 31 décembre	1344	1364	1463*

\*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.2009 et le 01.01.2010 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques.

#### Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2195 décisions en français et 475 en allemand.



#### SECTION CIVILE

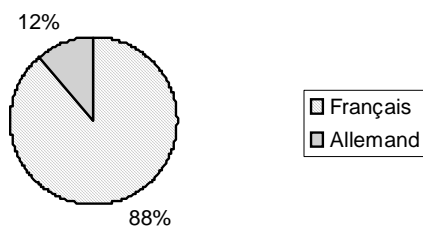
Statistique générale	2011	2010	2009
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier	129*	117*	133
b) affaires enregistrées	1176	774	770
c) affaires liquidées	1076	761	782
d) affaires pendantes au 31 décembre	229	130*	121*

\*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12 et le 01.01 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques.

Les affaires enregistrées en **section civile** ont augmenté de 52 % par rapport à 2010. Cette hausse est liée à l'entrée en vigueur du code de procédure civile suisse et résulte en particulier de l'augmentation des affaires en I<sup>ère</sup> (142 %) et II<sup>ème</sup> (57 %) Cour d'appel civile (pour des précisions à ce sujet, cf. commentaires ad II.B et C ci-après).

## Langue des affaires liquidées

La section a rendu 952 décisions en français et 124 en allemand.



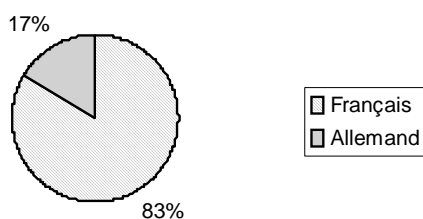
## SECTION PENALE

Statistique générale	2011	2010	2009
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier	108	131	138
b) affaires enregistrées	376	1437	1237
c) affaires liquidées	354	1460	1244
d) affaires pendantes au 31 décembre	130	108	131

En **section pénale**, le nombre global d'affaires a diminué de 74 % par rapport à 2010. La situation des deux Cour/Chambre est cependant différente. Alors que la Cour d'appel pénal a connu une augmentation de 82 %, la Chambre pénale révèle quant à elle une baisse drastique de 73 % des affaires enregistrées. Ces changements sont essentiellement liés à l'entrée en vigueur du code de procédure pénale suisse (pour des précisions à ce sujet, cf. commentaires ad II.G et H ci-après).

## Langue des affaires liquidées

La section a rendu 295 décisions en français et 59 en allemand.



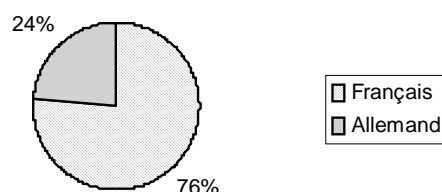
## SECTION ADMINISTRATIVE

Statistique générale	2011	2010	2009
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier	1127*	1206*	1223
b) affaires enregistrées	1088	1267	1296
c) affaires liquidées	1231	1347	1312
d) affaires pendantes au 31 décembre	984	1126*	1207*

\* La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12 et le 01.01 s'explique par le fait que l'état des dossiers a été modifié après l'impression des statistiques.

### Langue des affaires liquidées

La section a rendu 939 décisions en français et 292 en allemand.



Le nombre de nouvelles affaires enregistrées en 2011 auprès de la **section administrative** a baissé de 179 dossiers ; cette baisse s'explique en partie par le transfert de compétence en matière de mesures de contrainte au Tribunal du même nom (116 affaires en 2010). La III<sup>ème</sup> Cour et la Cour fiscale enregistrent les plus fortes baisses (- 48 et - 63 affaires) tandis que la I<sup>ère</sup> Cour comptabilise une augmentation de 3 dossiers, la Cour des assurances sociales de 45 affaires; la II<sup>ème</sup> Cour conserve le même nombre d'affaires enregistrées.

Au niveau de la répartition des causes, la Cour des assurances sociales comptabilise 1077 dossiers, ce qui représente 49% des affaires pendantes en 2011 auprès de la section (dossiers pendants [647] et nouvelles affaires enregistrées [430 dont 30 affaires d'aide sociale] confondus). La Cour fiscale totalise 14,5% des enregistrements (156 dossiers pendants et 169 nouvelles affaires), la III<sup>ème</sup> Cour administrative 15,5% (124 dossiers pendants et 210 nouvelles affaires) et la I<sup>ère</sup> Cour administrative 12% (107 dossiers pendants et 163 nouvelles affaires). Le solde de 9% revient à la II<sup>ème</sup> Cour administrative (93 dossiers pendants et 116 nouvelles affaires).

Malgré une baisse du nombre d'affaires liquidées - due sans aucun doute à la vacance de 10 mois laissée par le départ en janvier 2011 du Juge Michel Wuilleret et également au transfert des affaires de mesures de contrainte -, il est à relever que le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2011 a baissé de 142.

D'autres informations détaillées sur l'activité des différentes Cours de la section ressortent de la partie statistique du présent rapport.

## 2. Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	<b>1 à 30 Jours</b>	<b>1 à 3 mois</b>	<b>3 à 6 mois</b>	<b>6 à 12 mois</b>	<b>1 à 2 ans</b>	<b>Plus de 2 ans</b>
I <sup>ère</sup> Cour d'appel civil	112	94	54	43	7	0
II <sup>ème</sup> Cour d'appel civil	85	141	43	18	4	1
Chambre des poursuites et faillites	104	32	5	0	0	0
Cour d'appel pénal	30	23	16	36	20	0
Chambre pénale	68	83	39	15	5	3
I <sup>ère</sup> Cour administrative	39	25	39	24	27	10
II <sup>ème</sup> Cour administrative	14	27	18	32	16	13
III <sup>ème</sup> Cour administrative	38	90	27	29	24	15
Cour fiscale	10	38	25	39	76	3
Cour des assurances sociales	36	62	38	35	105	257

En procédure civile, la durée du traitement d'une cause varie selon qu'elle est soumise à la procédure ordinaire, sommaire ou gratuite. S'agissant de la I<sup>ère</sup> Cour d'appel civil, le dossier ne peut pas être remis au juge rapporteur avant le paiement de l'avance requise de la partie recourante (délai de trente jours susceptible de prolongations de même durée). Le traitement des affaires où les parties procèdent à l'assistance judiciaire à cause de leur indigence peut être plus rapide, aucune avance de frais n'étant requise dans ce cas. Ce calcul de la durée moyenne ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. à la suite de la faillite d'une partie, en vertu de l'art. 207 LP, ou dans l'attente d'une décision sur une demande de prestations de l'AI). Le nombre élevé de 257 affaires avec une durée de procédure de plus de 2 ans en Cour des assurances sociales s'explique par la surcharge de dite Cour. Enfin, le principe de célérité, s'il constitue un objectif important, ne saurait reléguer au second plan la réflexion qui doit présider à l'œuvre de justice.

## 3. Surveillance directe et déléguée

### Inspections annuelles déléguées

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté les tribunaux, y compris des baux, des arrondissements de la Singine, de la Gruyère, du Lac et de la Broye; l'Autorité de surveillance du registre foncier; les Commissions d'expropriation, de recours de l'Université, de recours en matière d'améliorations foncières et de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail. Il a aussi inspecté certaines préfectures et justices de paix.

Le Tribunal cantonal a rappelé aux autorités judiciaires qu'elles devaient adopter un règlement d'organisation, conformément à l'art. 29 LJ. Celles-ci qui n'en disposent pas encore ont été invitées à le faire d'ici au 30 juin 2012.

## Surveillance directe en matière tutélaire

Le compte rendu suivant vaut rapport au Grand Conseil, au sens de l'art. 10 al. 3 LOT.

La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a inspecté les chambres des tutelles d'arrondissement et la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance (ci-après : CPLFA), dont elle a la surveillance directe (art. 7 LOT).

De leur côté, les chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement ont inspecté la justice de paix de leur arrondissement et, jusqu'à ce jour, aucune difficulté n'a été relevée. Il a parfois été relevé que le taux d'activité attribué au juge de paix et au personnel était insuffisant.

La Conférence des cantons en matière de protection des mineurs et des adultes (COPMA) a organisé en 2012, au niveau suisse, une formation sur le nouveau droit pour les futures autorités de protection de l'adulte et de l'enfant.

### a) Privation de liberté à des fins d'assistance

434 décisions ont été rendues en la matière en 2011 et communiquées à la CPLFA. Celle-ci a connu de 73 demandes de contrôle judiciaire.

La CPLFA a inspecté les Justices de paix de la Gruyère et de la Broye en leur qualité d'autorités de placement.

Les placements demeurent majoritairement prononcés d'urgence. La plupart des placements sont exécutés à Marsens, certains à La Sapinière; il y a eu un cas de placement aux Peupliers. Il y a peu de placements de Fribourgeois à l'extérieur du canton; de même, peu de personnes sont placées dans le canton par des autorités de cantons voisins. Les rapports des établissements de placement sont remis ponctuellement.

Les relations avec l'Hôpital de Marsens fonctionnent bien, grâce au travail du secrétariat médical.

Les placements d'urgence à Marsens, ordonnés par des médecins qui, de par la nouvelle organisation du réseau, relèvent également de Marsens, posent problème au regard de l'art. 8 LPLFA. La solution sera trouvée lors du changement législatif au 1<sup>er</sup> janvier 2013 : la réserve selon laquelle le médecin ordonnant le placement ne doit pas pratiquer dans l'établissement de placement tombera dans le futur droit. En pratique, il sera alors admis qu'un médecin relevant de l'établissement de Marsens ordonne seul un placement à Marsens.

Un groupe de travail a été mis en place par la Direction de la sécurité et de la justice et la Direction de la santé aux fins d'étudier si La Sapinière peut continuer à recevoir à la fois des détenus effectuant de courtes peines et des cas de privation de liberté à des fins d'assistance.



b) Autres mesures tutélaires

Récapitulatif des nouvelles mesures de tutelle ordonnées en 2011 dans le canton

<b>A. Adultes</b>				<b>1.1. - 31.12.2011</b>		
				féminin	masculin	Total
Interdiction	art. 369			17	24	41
Interdiction	art. 370			4	5	9
Interdiction	art. 371			0	0	0
Interdiction	art. 372			19	19	38
dont placement sous autorité parentale selon art. 385 III CC (les interdictions correspondantes font partie intégrante des art. 369 à 372)	fém.	masc.	total			
	11	9	20			
Curatelle	art. 392			30	19	49
Curatelle	art. 393			10	9	19
Curatelle	art. 392/393			31	18	49
Curatelle	art. 394			158	166	324
Conseil légal (coopérant/gérant/combiné)	art. 395			1	2	3
<b>B. Enfants / Kinder</b>				<b>1.1. - 31.12.2011</b>		
Mesures protectrices (sans 308-312)	art. 307			13	18	31
Curatelle (sans 309 et 312)	art. 308			151	206	357
Curatelle/constatation de la paternité (avec ou sans 308)	art. 309			24	31	55
Retrait du droit de garde des père et mère (avec ou sans 308)	art. 310			26	33	59
Retrait de l'autorité parentale (avec ou sans 308)	art. 311/312			7	1	8
Les remises existantes de comptes et rapports	art. 318 III			72	60	132
Mesures pour la protection des biens de l'enfant	art. 324			0	0	0
Curatelle d'administration des biens de l'enfant	art. 325			3	3	6
Tutelle pour mineurs	art. 368			13	15	28
Curatelle de représentation pour mineurs	art. 392			33	42	75
Autorité parentale conjointe	Art. 298a/134 III			151	191	342

Nombre de personnes concernées par des mesures de tutelle en vigueur au 31 décembre 2011 dans tout le canton.

<b>A. Adultes</b>				<b>1.1. - 31.12.2011</b>		
				féminin	masculin	Total
Interdiction	art. 369			281	340	621
Interdiction	art. 370			28	78	106
Interdiction	art. 371			0	1	1
Interdiction	art. 372			349	544	893
dont placement sous autorité parentale selon art. 385 III CC (les interdictions correspondantes font partie intégrante des art. 369 à 372)	fém.	masc.	total			
	160	165	325			
Curatelle	art. 392			76	49	125
Curatelle	art. 393			108	92	200
Curatelle	art. 392/393			79	53	132
Curatelle	art. 394			990	1079	2069
Conseil légal (coopérant/gérant/combiné)	art. 395			188	197	385
<b>B. Enfants</b>				<b>1.1. - 31.12.2011</b>		
Mesures protectrices (sans 308-312)	art. 307			76	92	168
Curatelle (sans 309 et 312)	art. 308			635	772	1407
Curatelle/constatation de la paternité (avec ou sans 308)	art. 309			54	62	116
Retrait du droit de garde des père et mère (avec ou sans 308)	art. 310			52	88	140
Retrait de l'autorité parentale (avec ou sans 308)	art. 311/312			16	15	31
Les remises existantes de comptes et rapports	art. 318 III			8	4	12
Mesures pour la protection des biens de l'enfant	art. 324			0	0	0
Curatelle d'administration des biens de l'enfant	art. 325			13	10	23
Tutelle pour mineurs	art. 368			76	87	163
Curatelle de représentation pour mineurs	art. 392			74	72	146

## **B. I<sup>ère</sup> Cour d'appel civil**

La partie Statistiques qui suit illustre l'activité de la Cour. L'an passé, le rapport indiquait que cette activité n'avait pas de précédent, l'augmentation ayant été de 46% (de 100 à 146 inscriptions). Que dire pour 2011, si ce n'est que les inquiétudes qui y étaient exprimées ont été avérées : l'augmentation a été de 142 % (de 146 à 353 inscriptions)! Même si l'on fait abstraction des requêtes d'assistance judiciaire (111) et de mesures provisionnelles (38) – qu'il faut pourtant traiter prioritairement – les nouvelles entrées en appels et recours sont encore plus de deux fois supérieures à toutes les inscriptions de 2009. La mise en place d'un poste de greffier-rapporteur et de très denses efforts des membres de la Cour et de leurs collaboratrices et collaborateurs ont fait que le traitement d'un bon nombre d'affaires a pu être accompli dans un délai raisonnable, mais d'autres ont pris du retard et le nombre d'affaires pendantes en fin d'année est devenu trop élevé (110, en hausse de 64 %). Le nouvel effectif des greffières et greffiers ne manquera donc pas d'occupation.

Comme précédemment, une certaine priorité a nécessairement été donnée aux affaires relevant du droit de la famille, en particulier pour ce qui concerne les enfants, avec pour conséquence, ici comme ailleurs, le report du traitement des affaires volumineuses. Ces dernières relèvent généralement du droit commercial, du droit des successions et des droits réels, mais parfois aussi du droit de la famille. Il a cependant été fait en sorte que les anciennes affaires restent dans une proportion raisonnable : celles de plus d'un an sont au nombre de 8.

### **C. II<sup>ème</sup> Cour d'appel civil**

Ayant connu une augmentation des causes enregistrées de 36% en 2009 et une stabilisation à ce niveau en 2010, le nombre des causes a subi une nouvelle hausse de 57% durant l'année écoulée. Malgré une liquidation de 292 affaires (2010: 218) en 2011, le nombre des affaires pendantes est monté à 90 en 2011 contre 45 en 2010.

### **D. Chambre des poursuites et faillites**

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le canton de Fribourg présente avec plus de 30 % le plus haut taux suisse de réquisitions de poursuites introduites par voie électronique. A relever que l'Office des poursuites de la Sarine a joué un rôle de pilote à cet égard.

### **E. Cour de modération**

Le traitement des affaires de la Cour n'appelle pas de remarques particulières.

### **F. Chambre des tutelles**

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

### **G. Cour d'appel pénal**

Le volume des affaires entrées en 2011 a fortement augmenté (164 en 2011; 90 en 2010 soit une augmentation de 82 %), de même que le nombre des arrêts rendus (125 en 2011; 88 en 2010 soit une augmentation de 42 %) dont ¼ à la suite de séances publiques. Le nombre des affaires pendantes en fin d'année a quant à lui augmenté de 67 % (97 en 2011; 58 en 2010). La nouvelle procédure pénale, et les exigences moins strictes en matière de motivation des recours, nécessitent impérativement la collaboration d'un nombre supérieur de greffiers efficaces et compétents, si l'on veut que la Cour d'appel pénal continue à liquider les affaires dans des délais raisonnables en maintenant une certaine qualité des arrêts.

### **H. Chambre pénale**

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières. Le nombre des recours enregistré est resté relativement stable, puisqu'il ne diminue que de 10 % environ. La baisse importante des affaires enregistrées en 2011 est due à la disparition des visas de détention avant jugement (497 en 2010) et à la suppression de la compétence du président de la Chambre pénale en matière de désignation des défenseurs d'office (418 en 2010) et partiellement de mesures de surveillance (160 en 2010).

## **I. I<sup>ère</sup> Cour administrative**

L'activité de la I<sup>ère</sup> Cour administrative pour l'année 2011 n'amène pas de remarques particulières.

## **J. II<sup>ème</sup> Cour administrative**

L'activité de la II<sup>ème</sup> Cour administrative pour l'année 2011 n'amène pas de remarques particulières.

## **K. III<sup>ème</sup> Cour administrative**

L'activité de la III<sup>ème</sup> Cour administrative pour l'année 2011 n'amène pas en soi de remarques particulières. Le remplacement tardif et seulement partiel du troisième juge francophone de la Cour, au mois de novembre 2011, a alourdi de manière conséquente le fonctionnement de la Cour et provoqué quelques retards.

## **L. Cour fiscale**

L'activité de la Cour fiscale pour l'année 2011 n'amène pas de remarques particulières.

## **M. Cour des assurances sociales**

En 2011, les efforts consentis déjà depuis plusieurs années par l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs de la Cour ont permis de réduire le total des affaires pendantes de plus d'une centaine, avec un nombre légèrement plus important de liquidations et malgré des entrées à nouveau en croissance. La charge de la Cour représente ainsi à peu de choses près la moitié des affaires enregistrées par la section administrative dans sa globalité. Toujours surchargée, la Cour a mis en place, avec le concours de la Commission administrative et du plenum du TC, une nouvelle organisation afin de permettre son assainissement, consistant notamment en la création de deux équipes, dont une composée de greffiers-rapporteurs et de juges délestés de l'instruction des nouvelles affaires et spécialement affectée à la liquidation des plus anciens dossiers. C'est ainsi que la Cour a pu en particulier compter sur le concours des deux derniers juges élus, Jérôme Delabays au sein des sections civile et pénale, et Johannes Frölicher, au sein de la section administrative, qui, chacun à leur manière, ont contribué de manière conséquente à ce résultat en soi positif. Le dernier nommé, avant son élection, collaborait déjà au sein de la Cour comme juge suppléant et a ainsi liquidé de façon très efficace de nombreux dossiers. En revanche, la Cour a dû combler le vide laissé définitivement par son Président Armand Bloch, arrêté totalement pour cause de maladie en juillet 2011, avant son départ à la retraite prévu pour le 31 décembre 2011.

Cela étant, à fin 2011, la Cour souffre d'un retard encore très important dans le traitement de ses affaires mais elle met tout en œuvre pour diminuer au maximum le nombre des dossiers pendants avant la réunification des deux tribunaux cantonaux et la disparition des assesseurs prévues pour 2013. Elle ne peut pas manquer toutefois de relever l'entrée en vigueur de la 6<sup>e</sup> révision de la loi sur l'assurance-invalidité, laquelle permet désormais, par le biais d'une base légale claire au terme d'une procédure de révision, la suppression des rentes accordées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008 en raison de troubles somatoformes douloureux, de fibromyalgie ou d'une pathologie similaire, avec pour corollaire vraisemblable une recrudescence importante de recours dans ce domaine.

### **III. PERSONNEL**

#### **A. Juges**

Dans sa séance du 22 mars 2011, le Grand Conseil a élu, pour remplacer Michel Wuilleret – élu, pour rappel, juge auprès du Tribunal des mesures de contrainte et ayant quitté ses fonctions de juge cantonal au début janvier 2011 -, Anne-Sophie Peyraud, avocate, ancienne greffière-rapporteuse auprès de la Cour des assurances sociales et juge suppléante auprès du Tribunal cantonal (à plein temps) depuis déjà deux ans.

Ayant fait valoir ses droits à la retraite, le Juge Pierre Corboz a quitté le Tribunal cantonal le 30 septembre 2011. Doyen de fonction du Tribunal cantonal, Pierre Corboz, né le jour de la St-Nicolas de l'an 1950, après avoir accompli ses classes primaires et secondaires à Bulle et été bachelier du collège St-Michel, a obtenu sa licence en droit à l'Université de Fribourg. Greffier adjoint du Tribunal cantonal de 1977 à 1982, il a par la suite obtenu son brevet d'avocat et pratiqué le barreau avant d'être élu juge cantonal, le 20 novembre 1985. Il est entré en fonction le 1<sup>er</sup> janvier 1986.

Juriste fin, précis et complet, sensible au mot juste, Pierre Corboz s'est distingué par son indépendance d'esprit et son profond respect de l'Etat de droit. Le Tribunal cantonal gardera le souvenir d'un juge écouté, ouvert au dialogue et apprécié de tous ainsi que d'un homme doté d'un sens profondément humain. Il lui souhaite une heureuse, paisible et longue retraite.

Le Grand Conseil a élu Pierre Corboz juge suppléant à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011.

Dans sa session du 10 mai 2011, le Grand Conseil a élu, pour remplacer Pierre Corboz, Jérôme Delabays, avocat, président du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine.

Le Juge Armand Bloch a également fait valoir ses droits à la retraite pour le 31 décembre 2011. Né le 4 novembre 1949, marié et père de quatre enfants, il a obtenu sa licence en droit à l'Université de Fribourg, puis son brevet d'avocat. Il a travaillé pour le Service de la législation puis pour la Commission de recours en matière d'assurances sociales en qualité de secrétaire-juriste d'abord, puis de Président. A la création du Tribunal administratif (1992), il a pris la tête de la Cour des assurances sociales.

Juriste précis et extrêmement rigoureux dans ses analyses, il a formé un certain nombre de magistrats du Canton. Homme de cœur et de dialogue, toujours à l'écoute et soucieux du bien-être de ses collaborateurs, il laisse un grand vide au sein de la section administrative du Tribunal.

Le Grand Conseil a élu, dans sa session du 7 juin 2011, Johannes Frölicher, avocat, juge au Tribunal administratif fédéral, pour remplacer Armand Bloch. Compte tenu de l'atteinte à la santé depuis plusieurs mois de ce dernier et de la vacance laissée par le départ du Juge Michel Wuilleret, Johannes Frölicher est entré en fonction le 1<sup>er</sup> novembre 2011.

Josef Hayoz a été élu en qualité de membre du Conseil de la magistrature par le Grand Conseil, dans sa session du 24 mars 2011, en remplacement du Juge Pierre Corboz, démissionnaire pour le 30 juin. Le Conseil l'a élu à sa présidence le 17 août 2011.

Peu de changements sont apparus dans les activités accessoires des juges. Françoise Bastons Bulletti est membre de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs, du Comité de l'Office familial de Fribourg ainsi que de GEMME (Groupement européen des magistrats pour la médiation). Hubert Bugnon préside la Commission d'école du Collège Ste-Croix et est membre suppléant de la Commission du barreau. Son activité dans un Tribunal arbitral ad hoc a pris fin avec la sentence rendue durant l'année. Hugo Casanova est membre suppléant de la Commission du barreau et de la Commission de recours de la Convention intercantonale sur les loteries et paris (saisie en général de un à deux cas par année). Georges Chanez est Président de la

Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité, membre de la Commission d'examen des candidats au barreau, membre du Comité de pilotage du logiciel Themis pour les offices de poursuites (CICLOP) et membre de la Commission de surveillance des notaires. Josef Hayoz est président-suppléant de la Commission fédérale d'estimation, 6<sup>ème</sup> arrondissement. Il est également membre de la Commission cantonale de nomenclature. Roland Henninger est membre de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marianne Jungo et Gabrielle Multone sont membres de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Gabrielle Multone est également membre de la Commission du barreau avec Alexandre Papaux. Christian Pfammatter est membre suppléant de la Commission d'examen des candidats au barreau. Adrian Urwyler est Président de la direction de l'Académie suisse de la magistrature et membre du Comité de direction de la Fondation pour la formation continue des juges suisse. Enfin, Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents (en remplacement de Josef Hayoz) et Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, arrondissement 2 (période de fonction 2009-2012).

Le Grand Conseil a élu, pour une durée indéterminée, en qualité de juges suppléants, Felix Baumann, Pierre Corboz et Jean-Luc Mooser; en qualité d'assesseurs, auprès de la Cour fiscale, Jean-Marc Vionnet, en remplacement de Geneviève Jenny, démissionnaire, auprès de la Cour des assurances sociales, Lorenz Fivian, en remplacement de Bruno Kaufmann, démissionnaire. Il a réélu, pour une durée indéterminée, en qualité de juges cantonaux, Hubert Bugnon, Hugo Casanova, Georges Chanez, Joseph Hayoz, Marianne Jungo et Christian Pfammatter; en qualité de juges suppléants, pour une durée indéterminée, Francine Defferrard, Hans-Jürg Schläppi, Daniel Schneuwly, Erika Schnyder et, pour une durée déterminée, Bernhard Schaaf; pour une durée déterminée, en qualité d'assesseurs auprès de la Cour fiscale, Berthold Buchs, Michael Hank, Albert Nussbaumer et, en qualité d'assesseurs suppléants, auprès de la Cour fiscale, Hans Brügger, Ernst Flammer et Louis-Marc Perroud, auprès de la Cour des assurances sociales, Christian Grandjean et Bruno Boschung.

L'état de santé du Juge Armand Bloch ne s'est pas amélioré cette année; il a ainsi été mis en incapacité totale de travail depuis le mois de juillet jusqu'au terme de son activité auprès du Tribunal au 31 décembre 2011. Pour remplacer la juge suppléante Maude Favarger, en congé-maternité, la greffière-rapporteuse, Muriel Zingg, a été nommée juge suppléante durant 16 semaines. A son retour de congé, Maude Favarger a baissé son taux d'activité à 70%.

## **B. Greffe**

Catherine Python Werro, Cédric Steffen, Rahel Brühwiler et Luis da Silva ont été engagés en qualité de greffiers adjoints auprès des sections civile et pénale, en remplacement de Sonia Bulliard Grosset, promue greffière-rapporteuse auprès de la section civile, Christophe Gachet, Anne Berkemeier Keshelava et Charles Geismann. Ce dernier, greffier adjoint auprès du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine dès 1983, est entré en fonction au Tribunal cantonal le 1<sup>er</sup> mars 1991. Greffier de celui-ci jusqu'en 1998, il en est devenu l'un des greffiers adjoints dès 1999. Le 30 avril 2011, après exactement 20 ans d'activité au sein du Tribunal cantonal, il a fait valoir ses droits à la retraite, que le Tribunal cantonal lui souhaite longue et heureuse.

Pour leur part, Ludovic Farine et Michel Pellascio, déjà greffiers adjoints auprès des mêmes sections, ont aussi été promus, pour une part de leur activité, greffiers-rapporteurs auprès de la section civile.

La section administrative a connu un nouvel engagement : Carine Sottas, en qualité de greffière-rapporteuse, pour la Cour des assurances sociales en remplacement de Oliver Collaud (engagé en 2010 par le crédit de mesures spéciales octroyées pour la surcharge de la Cour des assurances sociales).

Un soutien a en outre été octroyé au Juge cantonal Johannes Frölicher, malvoyant, pour les dossiers d'aménagement du territoire. Le crédit spécial de *l'intégration handicap* a ainsi permis d'engager Yann Hoffmann, en qualité de greffier adjoint.

Une juge suppléante et une greffière-rapporteuse ont bénéficié d'un congé-maternité suite à la naissance de leurs petits garçons. Outre la nomination de Muriel Zingg en qualité de juge suppléante (cf. ci-dessus pt. III . A), ces absences ont été (et seront encore durant 2012) remplacées par des mesures internes.

Dans le cadre de leur formation d'avocat/e, Philippe Allemann, Richard Posse, Elias Moussa, Silvia Aguirre, Baptiste Morard, Savio Michellod, Rosario Sanchez, Sébastien More, Jillian Fauguel, Isabelle Schuwey et Séverine Grüber Gacond ont accompli un stage de greffier/ère.

Dans le cadre de leur formation universitaire, deux étudiantes en droit ont en outre été accueillies par la section administrative durant plusieurs semaines.

Sans compter les greffiers-chefs (1 unité de poste à Fribourg et 0,7 unité à Givisiez) et les mesures extraordinaires octroyées en 2009 et 2010 à la Cour des assurances sociales ainsi que le poste pris sur le crédit spécial de l'intégration handicapée, les greffiers-rapporteurs et les greffiers-adjoints totalisent 12.3 unités de poste, réparties entre 18 personnes (Fribourg : 5 unités de poste, réparties entre 8 personnes; Givisiez: 7.3 unités de poste, réparties entre 8 personnes).

### **C. Equipe informatique**

Deux secrétaires du Tribunal cantonal, Martine Arm et Christiane Becar, ont continué à collaborer à la codification des modèles nécessaires aux différents organes du Pouvoir judiciaire.

### **D. Secrétariat**

Pour renforcer le secrétariat alémanique de la section administrative, Manuëla Hain a été engagée en qualité de secrétaire suite au départ de Zoé Volery.

Sans compter les cheffes de bureau (1 unité de poste à Fribourg et 0,7 unité à Givisiez), les apprentis et les mesures extraordinaires octroyées en 2009 et 2010 à la Cour des assurances sociales, le secrétariat totalise 6.1 unités de poste, réparties entre 10 personnes (Fribourg : 4 personnes; Givisiez : 6 personnes).

## **IV. AUTRES ACTIVITES**

Le 21 septembre 2011, le Président du Conseil de la magistrature, le Tribunal cantonal et le Procureur général ont été reçus par le Conseil d'Etat.

Le 18 novembre 2011, une délégation du Tribunal cantonal a accueilli des magistrats suivant la formation de l'Ecole nationale de la magistrature de Bordeaux. Après avoir assisté à une audience du Président du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine et entendu un exposé du Juge cantonal Alexandre Papaux sur la gestion du plurilinguisme en Suisse au sein des autorités judiciaires, les hôtes ont suivi une présentation de la journée d'un président de tribunal d'arrondissement, par le Président du Tribunal de l'arrondissement du Lac, Markus Ducret.

Dans le cadre des échanges avec la Faculté de droit de l'Université de Fribourg et, plus particulièrement, avec le Professeur Jean-Baptiste Zufferey, la section administrative du

Tribunal cantonal a reçu, le 13 avril 2011, les étudiants suivant les études de Master en droit pour une présentation de l'activité judiciaire.

Les 15 et 16 septembre 2011, Christian Pfammatter, Marianne Jungo, Hugo Casanova, Josef Hayoz et Anne-Sophie Peyraud ont participé aux Journées des juges administratifs suisses à Engelberg.

### **Formations suivies par les juges**

Les juges ont suivi les formations suivantes.

Tous les membres des sections civile et pénale ont suivi les Journées de formation de l'OAF pour les nouvelles procédures civile et pénale. En outre, Hubert Bugnon a participé à la Journée de droit de la construction et au symposium du droit de la famille. Alexandre Papaux a suivi les journées de perfectionnement de la société suisse de droit pénal, à Genève, et le séminaire "Procès en responsabilité civile" à l'Université de Fribourg. Adrian Urwyler a participé au forum Weblaw ainsi qu'au symposium du droit de la famille, à l'Université de Fribourg. Georges Chanez a suivi le séminaire intitulé "servitudes et cédules hypothécaires", à Lausanne. Jérôme Delabays a aussi participé au symposium du droit de la famille, ainsi qu'au colloque sur la violence conjugale.

Josef Hayoz, Gabrielle Multone et Anne-Sophie Peyraud ont suivi la journée de formation de l'OAF portant sur les nouveaux Codes de procédure civile et pénale. Gabrielle Multone a également participé à deux colloques, le premier relatif à la circulation routière et le deuxième à la conciliation et à la médiation. Josef Hayoz a pris part aux journées "Grundrechte im öffentlichen Dienst" et "Schweizerische Baurechtstagung". Hugo Casanova a participé à la conférence sur des actualités en matière fiscale organisée par KPMG, aux journées suisses du droit de la construction, à la conférence sur l'impôt fédéral direct ainsi qu'aux "Tax Talks" (consacrés aux modifications légales prévues en matière d'impôt anticipé) de l'Institut de droit fiscal suisse et international (ISIS) à Zurich. Christian Pfammatter a suivi le séminaire du droit de la migration à Neuchâtel ainsi que le séminaire de l'Association suisse du droit public de l'organisation (ASDPO) à Fribourg. Anne-Sophie Peyraud a participé à la *Sozialversicherungsrechtstagung* à Lucerne ainsi qu'au symposium en droit de la famille à Fribourg. Christian Pfammatter et Hugo Casanova ont également pris part, le 11 novembre 2011 à la journée des juges à Lucerne.

### **Activités scientifiques des juges/greffiers**

Françoise Bastons Bulletti a présenté le métier de juge aux collégiens (Jobinfo) et a donné, avec ses collègues Hubert Bugnon et Jérôme Delabays, une conférence sur le thème de la procédure civile lors de la journée de formation de l'OAF. Elle est aussi chargée de conférences sur la procédure civile pour les avocats-stagiaires fribourgeois. Elle a enfin mis à profit un congé sabbatique non payé de trois mois pour travailler à l'élaboration d'un ouvrage scientifique relatif à la procédure civile, projeté avec son collègue Jérôme Delabays.

Hubert Bugnon a été chargé d'un cours auprès de l'Académie suisse de la magistrature (Université de Neuchâtel) sur les procès-verbaux et sur l'audition des enfants en procédure du droit de la famille. Il a dispensé, pour les avocats-stagiaires du canton, un cours sur les voies de recours en matière civile. Il a également été conférencier pour la procédure civile lors de la Journée de formation de l'OAF.

Hugo Casanova a continué de rapporter les développements jurisprudentiels fédéraux sur les contributions cantonales pour les "Archives de droit fiscal suisse". Son analyse annuelle a paru aux volumes 79 (mars 2011), p. 795 ss et 80 (novembre 2011), p. 337 ss, sous le titre "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahre 2009 et 2010 – Kantonale Abgaben": Il a en outre donné une conférence sur "L'imposition de



la famille – Quelques arrêts importants et questions d'actualité" organisée par la fiduciaire FIDUCOM.

Hugo Casanova et Hubert Bugnon sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Le 21 juin 2011, à l'Université de Neuchâtel, Alexandre Papaux a soutenu avec succès une thèse de doctorat intitulée: La langue de la justice civile et pénale en droit suisse et comparé (Belgique, Espagne, Finlande et Canada). Etude de politique linguistique, de droit constitutionnel et de procédure. Il est chargé de cours (les recours en matière pénale) pour les avocats-stagiaires. Il a aussi fait une présentation sur l'appel pénal lors de la journée de formation de l'OAF consacrée au nouveau CPP suisse le 2 décembre 2011.

Adrian Urwyler a collaboré au Commentaire DIKE Schweizerische Zivilprozessordnung (ZPO), Zurich/St Gall 2011, Art. 95 – 116 (Kostenrecht). Il a aussi participé le 21 décembre 2011 à la journée du droit pénal que la Faculté de droit de l'Université de Fribourg a organisée dans le cadre d'un séminaire intensif.

Christian Pfammatter a donné des cours aux avocats stagiaires portant sur la procédure administrative, l'aménagement du territoire et le permis de construire. Il a dirigé, conjointement, un séminaire pour les avocats-stagiaires relatif au droit administratif.

Marianne Jungo a été invitée en qualité de conférencière aux journées de l'Association suisse des avocats spécialisés en responsabilité civile, Fribourg, les 4 et 5 novembre 2011 ; son exposé a porté sur « la perte d'une chance ».

Lors du symposium en droit de la famille donné à Fribourg, en septembre, Anne-Sophie Peyraud a à nouveau animé deux conférences-atelier, avec le Prof. Thomas Geiser, sur le thème "Deuxième pilier et procédure", dont la contribution écrite sera publiée au début 2012.

Enfin, Christoph Rohrer a donné un cours à l'Université de Fribourg dans le cadre du cours intensif "Öffentliche und private Existenzsicherung".

\*\*\*\*\*

## **Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2011**

An den Justizrat

Sehr geehrter Herr Präsident  
Sehr geehrte Damen und Herren Mitglieder des Rates

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 101 Abs. 2 JG und Ihrem Schreiben vom 15. November 2011 unseren Bericht für das Jahr 2011 zu unterbreiten.

Wir versichern Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Mitglieder des Rates, unserer vorzüglichen Hochachtung.

17. Februar 2012

Die Chef-Gerichtsschreiber :

Marjorie Jaquet a Marca

Henri Angéloz

Der Präsident :

Roland Henninger

\*\*\*\*\*



## ALLGEMEINER TEIL

### **I. ALLGEMEINE BEMERKUNGEN**

#### **A. Verwaltung der Justiz**

Im Laufe des Jahres 2011 sind das Gesamtgericht zu vier und die Verwaltungskommission zu siebzehn Sitzungen zusammengetreten. Das Gesamtgericht hat zahlreiche Entscheide auf dem Zirkulationsweg gefällt und sich an verschiedenen Vernehmlassungen beteiligt. Ausserdem haben Delegationen des Kantonsgerichts namentlich an einer gemeinsamen Sitzung mit dem Justizrat, an der ersten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz auf nationaler Ebene und an der Pressekonferenz über die Vorstellung des Jahresberichts des Kantonsgerichts teilgenommen. Schliesslich haben die Kantonsrichter auf Delegation des Justizrates die traditionellen jährlichen Inspektionen durchgeführt.

Während des Jahres 2011 sind Schwerpunkte insbesondere zu folgenden Themen behandelt worden:

- **Zusammenschluss der drei Abteilungen:** Im Hinblick auf die Zusammenführung der drei Abteilungen unter ein Dach, die 2013 erfolgen wird, hat das Kantonsgericht im Februar 2011 von einer Fachperson von ausserhalb geleitete Reflexionstage durchgeführt, an der die Mitarbeiter der drei Abteilungen vereinigt waren. Das Ziel dieser Tage, das weitgehend erreicht wurde, bestand im Erlangen einer gemeinsamen Vision über die künftige Organisation des Gerichts und die Vorgehensweisen bei der Zusammenführung der drei Abteilungen. Die während dieser Tage ausgearbeiteten Leitlinien werden im Reglement des Kantonsgerichts verankert werden. Die Verwaltungskommission hat über einen ersten Entwurf dieses Erlasses bereits zwei Lesungen durchgeführt. Die Verabschiedung einer definitiven Version durch das Gesamtgericht ist für 2012 vorgesehen. Im Übrigen sind zwei weitere Reglemente, eines über die Information der Öffentlichkeit über die Gerichts- und Verwaltungstätigkeit sowie eines über die Gerichtsberichterstattung in Ausarbeitung, die ebenfalls 2012 verabschiedet werden sollen.

Das Kantonsgericht verfolgt mit grosser Aufmerksamkeit namentlich über Kantonsrichter Christian Pfamatter und die Projektleiterin Isabelle Emmenegger, beide Mitglieder der Baukommission und der Baustellenkommission, die Arbeiten in Zusammenhang mit dem Umbau des ehemaligen Augustinerklosters. Es hat einige Änderungen der vorgesehenen Einrichtungen verlangt. Derzeit ist der Zeitplan eingehalten, sodass dieser Standort voraussichtlich ab dem 1. Juli 2013 für die Unterbringung der drei Sektionen des Kantonsgerichts unter einem Dach bereitstehen wird.

- **Massnahmen zur Behebung der Überlastung des Sozialversicherungsgerichtshofes:** In Anbetracht der Rückstände bei der Behandlung der Fälle durch den Sozialversicherungsgerichtshof, die namentlich auf dessen grosse Arbeitslast zurückzuführen sind, haben das Gesamtgericht und die Verwaltungskommission mehrere Sitzungen zur Behebung dieses Zustandes abgehalten. Im Bewusstsein, dass schlussendlich nicht nur dieser Hof oder die Verwaltungsrechtliche Abteilung, sondern das gesamte Kantonsgericht für diese schwierige Situation die Verantwortung trägt, hat das Gesamtgericht beschlossen, sich mit tatkräftiger Unterstützung konkret an den Bemühungen des Sozialversicherungsgerichtshofes zu beteiligen. Es hat insbesondere entschieden, diesem teilweise und provisorisch zwei Richter, einer Mitglied der Zivilrechtlichen und Strafrechtlichen Abteilungen, und einer Mitglied der allgemeinen Höfe der Verwaltungsrechtlichen Abteilung, zuzuteilen. Die Organisation des Hofes ist mit der Bildung zweier unterschiedlicher Teams ebenfalls entsprechend geändert worden, dies in

gewisser Weise als Vorwegnahme der Grundsatzoption, ab 2013 zwei Sozialversicherungsgerichtshöfe zu schaffen.

- **Visuelle Identität:** Das Kantonsgericht hat beschlossen, die Grafikcharta des Staates Freiburg anzunehmen. Das Logo wird von nun an ein Komma und eine Waage enthalten. Diese neue Identität wird nach und nach von allen Gerichtsinstanzen eingeführt werden.

- **Leitungskompetenz des Gerichtswesens:** Nachdem festgestellt wurde, dass das neue Justizgesetz keine gesetzliche Grundlage für die Ausübung der administrativen Aufsicht durch das Kantonsgericht mehr enthält, hat die Verwaltungskommission mit dem Justizrat einen Meinungsaustausch zu dieser Frage durchgeführt. Im Anschluss daran hat der Rat beschlossen, dem Kantonsgericht die Kompetenz für die Erteilung von Weisungen und Kompetenzen im Informatikbereich und für die Ausarbeitung von Mustern zu übertragen.

## **B. Arbeitsvolumen**

Die im Bericht für das Jahr 2010 geäußerte Befürchtung einer neuerlichen Zunahme der Fälle hat sich völlig bewahrheitet.

In der Tat ist diese Zahl, abgesehen von der Prüfung der Haftrapporte durch die Strafkammer und den Angelegenheiten des Präsidenten dieser Kammer, im vergangenen Jahr um insgesamt 11 % gestiegen (2010: 2383 eingetragene Angelegenheiten; 2011: 2640), dies insbesondere um 52 % in der Zivilrechtlichen Abteilung und um 10 % in der Strafrechtlichen Abteilung; diese bedeutenden Anstiege sind hauptsächlich auf das Inkrafttreten der neuen schweizerischen Prozessordnungen zurückzuführen. Bei den in der Verwaltungsrechtlichen Abteilung registrierten Fälle ist indessen ein Rückgang von 14 % zu verzeichnen.

Für weitere Einzelheiten und Erklärungen wird auf die Ziffern II.A.1 und II.B – M weiter unten verwiesen.

## **C. Hinweise zuhanden des Gesetzgebers**

Das Kantonsgericht hat festgestellt, dass das Justizgesetz und sein Reglement mehrere Lücken und Widersprüche enthalten. Es wird diese anlässlich des von der Sicherheits- und Justizdirektion eröffneten Vernehmlassungsverfahrens darlegen.

## II. GERICHTSTÄTIGKEIT

### A. Allgemeines

1. Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die drei Abteilungen

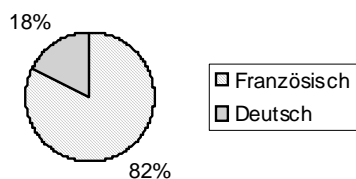
#### KANTONSGERICHT

Allgemeine Statistik	2011	2010	2009
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1364	1458*	1494
b) eingetragene Angelegenheiten	2650	3489	3324
c) erledigte Angelegenheiten	2670	3583	3355
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1344	1364	1463*

\*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.2009 und dem 01.01. 2010 erklärt sich dadurch, dass Dossiers nach dem Stichtag der Statistik als erledigt abgeschlossen wurden.

#### Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2195 Urteile in französischer und 475 in deutscher Sprache gefällt.



#### ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG

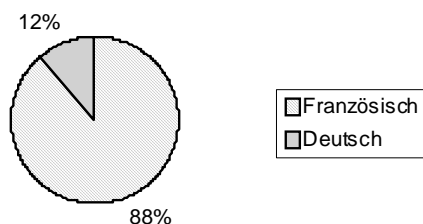
Allgemeine Statistik	2011	2010	2009
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	129*	117*	133
b) eingetragene Angelegenheiten	1176	774	770
c) erledigte Angelegenheiten	1076	761	782
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	229	130*	121*

\*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12 und dem 01.01 erklärt sich dadurch, dass Dossiers nach dem Stichtag der Statistik als erledigt abgeschlossen wurden.

Die in der **Zivilrechtlichen Abteilung** eingetragenen Angelegenheiten haben gegenüber 2010 um 52 % zugenommen. Diese Zunahme hängt mit dem Inkrafttreten der Schweizerischen Zivilprozessordnung zusammen und ergibt sich insbesondere aus dem Anstieg der Anzahl Fälle beim I. (142 %) und II. (57 %) Zivilappellationshof (Näheres hierzu unter Bemerkungen ad II.B und C weiter unten).

## Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 952 Urteile in französischer und 124 in deutscher Sprache gefällt.



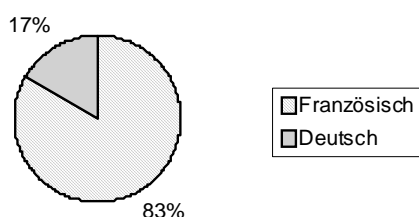
## STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

Allgemeine Statistik	2011	2010	2009
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	108	131	138
b) eingetragene Angelegenheiten	376	1437	1237
c) erledigte Angelegenheiten	354	1460	1244
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	130	108	131

In der **Strafrechtlichen Abteilung** ist die Gesamtzahl der Angelegenheiten gegenüber 2010 um 74 % zurückgegangen. Indessen ist die Situation bei Hof und Kammer unterschiedlich. Während der Strafappellationshof eine Zunahme von 82 % verzeichnet, ist bei der Strafkammer ein drastischer Rückgang um 73 % der eingetragenen Angelegenheiten eingetreten. Diese Veränderungen hängen hauptsächlich mit dem Inkrafttreten der Schweizerischen Strafprozessordnung zusammen (Näheres hierzu unter Bemerkungen ad II.G und H weiter unten).

## Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 295 Urteile in französischer und 59 in deutscher Sprache gefällt.



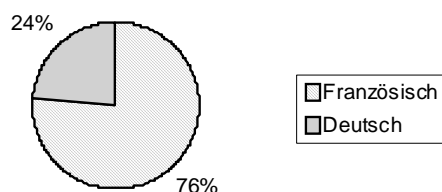
## VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

Allgemeine Statistik	2011	2010	2009
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1127*	1206*	1223
b) eingetragene Angelegenheiten	1088	1267	1296
c) erledigte Angelegenheiten	1231	1347	1312
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	984	1126*	1207*

\* Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12 und dem 01.01 erklärt sich dadurch, dass Dossiers nach dem Stichtag der Statistik als erledigt abgeschrieben wurden.

### Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 939 Urteile in französischer und 292 in deutscher Sprache gefällt.



Die Zahl der 2011 bei der **Verwaltungsrechtlichen Abteilung** neu eingetragenen Angelegenheiten ist um 179 Dossiers zurückgegangen; dieser Rückgang erklärt sich zum Teil durch Kompetenzübertragungen im Bereich der Zwangsmassnahmen an das gleichnamige Gericht (116 Angelegenheiten im Jahr 2010). Beim III. Hof und beim Steuergerichtshof sind die grössten Rückgänge zu verzeichnen (-48 und -63 Dossiers), während beim I. Hof eine Zunahme von 3 Dossiers, beim Sozialversicherungsgerichtshof von 45 Dossiers stattgefunden hat; beim II. Hof ist die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten gleich geblieben.

Hinsichtlich der Verteilung der Fälle verzeichnet der Sozialversicherungsgerichtshof 1077 Dossiers, was 49 % der 2011 bei dieser Abteilung hängigen Angelegenheiten entspricht (hängige Dossiers [647] und neu eingetragene Angelegenheiten [430, wovon 30 Sozialhilfeangelegenheiten] zusammen). Der Steuergerichtshof zählt insgesamt 14,5 % der Eintragungen (156 hängige Dossiers und 169 neue Angelegenheiten), der III. Verwaltungsgerichtshof 15,5% (124 hängige Dossiers und 210 neue Angelegenheiten) und der I. Verwaltungsgerichtshof 12% (107 hängige Dossiers und 163 neue Angelegenheiten). Die restlichen 9 % sind dem II. Verwaltungsgerichtshof zugeteilt (93 hängige Dossiers und 116 neue Angelegenheiten).

Trotz des Rückgangs der Zahl der erledigten Angelegenheiten – der zweifelsohne auf die zehnmonatige Vakanz nach dem Weggang von Kantonsrichter Michel Wuilleret im Januar 2011 und ebenfalls auf die Übertragung der Zwangsmassnahmenangelegenheiten zurückzuführen ist – ist hervorzuheben, dass die Zahl der am 31. Dezember 2011 hängigen Angelegenheiten um 142 rückläufig ist.

Weitere Einzelheiten über die Tätigkeit der verschiedenen Höfe der Abteilung ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.



## 2. Dauer des Verfahrens

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	<b>1 bis 30 Tage</b>	<b>1 bis 3 Monate</b>	<b>3 bis 6 Monate</b>	<b>6 bis 12 Monate</b>	<b>1 bis 2 Jahre</b>	<b>Mehr als 2 Jahre</b>
I. Zivilappellationshof	112	94	54	43	7	0
II. Zivilappellationshof	85	141	43	18	4	1
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	104	32	5	0	0	0
Strafappellationshof	30	23	16	36	20	0
Strafkammer	68	83	39	15	5	3
I. Verwaltungsgerichtshof	39	25	39	24	27	10
II. Verwaltungsgerichtshof	14	27	18	32	16	13
III. Verwaltungsgerichtshof	38	90	27	29	24	15
Steuergerichtshof	10	38	25	39	76	3
Sozialversicherungsgerichtshof	36	62	38	35	105	257

In den Zivilsachen hängt die Verfahrensdauer einer Angelegenheit davon ab, ob diese dem ordentlichen, summarischen oder kostenlosen Verfahren unterliegt. Was den I. Zivilappellationshof betrifft, ist anzumerken, dass die Akten erst an den Bericht erstattenden Richter weitergeleitet werden, wenn der geforderte Kostenvorschuss geleistet wurde (Frist von 30 Tagen, die jeweils um die gleiche Dauer verlängert werden kann). Angelegenheiten, in denen die Parteien aufgrund ihrer Mittellosigkeit im Genuss der unentgeltlichen Rechtspflege stehen, können rascher behandelt werden, weil in diesen Fällen keine Kostenvorschüsse einzufordern sind. Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Berechnung der durchschnittlichen Verfahrensdauer die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z. B. als Folge des Konkurses einer Partei in Anwendung von Art. 207 SchKG, oder weil eine Verfügung über ein IV-Gesuch abzuwarten war). Die hohe Zahl von 257 Angelegenheiten mit einer Verfahrensdauer von mehr als zwei Jahren beim Sozialversicherungsgerichtshof findet in der Arbeitsüberlastung dieses Hofes ihre Erklärung. Schliesslich darf das Beschleunigungsgebot, auch wenn es ein wichtiges Ziel darstellt, nicht dazu führen, dass die nötigen Abklärungen und rechtlichen Vertiefungen, von denen sich die Gerichte leiten lassen sollten, in den Hintergrund gedrängt werden.

## 3. Unmittelbare und übertragene Aufsicht

### Übertragene jährliche Inspektionen

Im Auftrag des Justizrates (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht die Bezirksgerichte (unter Einschluss der Mietgerichte) des Sense-, des Greyerz-, des See- und des Broyebezirks, weiter die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, die Enteignungskommissionen, die Rekurskommission der Universität, jene für Bodenverbesserungen und die Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben inspiziert. Es hat ebenfalls einige Oberämter und Friedensgerichte inspiziert.

Das Kantonsgericht hat die Gerichtsbehörden daran erinnert, dass sie gemäss Artikel 29 JG ein Reglement über ihre Organisation erlassen müssen. Jenen, die dies bislang unterlassen haben, ist hierfür eine Frist bis zum 30. Juni 2012 gesetzt worden.

### Unmittelbare Aufsicht in Vormundschaftssachen

Die nachfolgende Berichterstattung gilt als Bericht an den Grossen Rat im Sinn von Art. 10 Abs. 3 GOV.

Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts hat die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte und die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung inspiziert, über welche sie die Oberaufsicht ausübt (Art. 7 GOV).

Die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte haben ihrerseits die Friedensgerichte ihres Bezirks inspiziert; diesbezüglich sind bis heute keinerlei Schwierigkeiten zu verzeichnen. Es wurde vereinzelt vorgebracht, dass der Beschäftigungsgrad der Friedensrichter und des Personals ungenügend sei.

Die Konferenz der Kantone für Kindes- und Erwachsenenschutz (KOKES) hat für 2012 auf schweizerischer Ebene eine Ausbildung der künftigen Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden über das neue Recht organisiert.

#### a) Fürsorgerische Freiheitsentziehung

In diesem Bereich wurden im Jahr 2011 434 Entscheide gefällt und der Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung mitgeteilt. Diese war ihrerseits mit 73 Gesuchen um gerichtliche Beurteilung befasst.

Die Aufsichtskommission hat die Friedensgerichte des Greyerz- und des Broyebezirks in deren Eigenschaft als Einweisungsbehörden inspiziert.

Die Einweisungen erfolgen in der grossen Mehrzahl der Fälle wegen Gefahr im Verzug. Die Mehrzahl der Unterbringungen erfolgt in Marsens, einige im Tannenhof; es fand eine Einweisung in die Einrichtung "Les Peupliers" statt. Es gibt nur wenige Unterbringungen von Freiburgerinnen und Freiburgern in Einrichtungen ausserhalb des Kantons, ebenso wie von den Behörden der Nachbarkantone nur wenige Personen in Einrichtungen im Kanton Freiburg eingewiesen werden. Die Berichte der Einrichtungen werden pünktlich abgeliefert.

Die Beziehungen zum Spital Marsens erfolgen reibungslos, dies dank des Einsatzes des medizinischen Sekretariats.

Die von Ärzten, die aufgrund der neuen Organisation des Netzes Marsens angehören, angeordneten dringlichen Einweisungen in Marsens bereiten im Blickwinkel des Artikels 8 FFEG Probleme. Die Lösung wird sich mit der Gesetzesänderung per 1. Januar 2013 finden: Der Vorbehalt, dass ein Arzt, der eine Einweisung anordnet, nicht in der Anstalt, in welche die Einweisung erfolgt, tätig sein darf, wird im neuen Recht wegfallen. In der Praxis wird es dann zulässig sein, dass ein Arzt, der dem Spital Marsens angehört, allein eine Einweisung in diese Einrichtung anordnen darf.

Von der Sicherheits- und Justizdirektion ist eine Arbeitsgruppe eingesetzt worden, die prüfen soll, ob der Tannenhof weiterhin sowohl Gefangene, die eine kurze Haftstrafe verbüssen müssen, wie Fälle von fürsorgerischer Freiheitsentziehung aufnehmen kann.

b) Andere vormundschaftliche Massnahmen

Aufstellung der 2011 im ganzen Kanton neu angeordneten vormundschaftlichen Massnahmen

<b>A. Erwachsene</b>				<b>1.1. - 31.12.2011</b>		
				Weiblich	Männlich	Gesamt
Entmündigung	Art. 369			17	24	41
Entmündigung	Art. 370			4	5	9
Entmündigung	Art. 371			0	0	0
Entmündigung	Art. 372			19	19	38
Davon Unterstellung unter elterliche Sorge nach Art. 385 III ZGB (entsprechende Entmündigungen sind unter den Entmündigungsgründen von Art. 369-372 ZGB zu erfassen)	weibl.	männl.	gesamt			
	11	9	20			
Beistandschaft	Art. 392			30	19	49
Beistandschaft	Art. 393			10	9	19
Beistandschaft	Art. 392/393			31	18	49
Beistandschaft	Art. 394			158	166	324
Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/Kombinierte)	Art. 395			1	2	3
<b>B. Kinder</b>				<b>1.1. - 31.12.2011</b>		
Geeignete Massnahmen (ohne 308-312)	Art. 307			13	18	31
Erziehungsbeistandschaften (ohne 309 et 312)	Art. 308			151	206	357
Beistandschaft zur Feststellung der Vaterschaft (mit oder ohne Art. 308)	Art. 309			24	31	55
Aufhebung elterliche Obhut (mit oder ohne Art. 308)	Art. 310			26	33	59
Entziehung elterliche Sorge (mit oder ohne Art.308)	Art. 311/312			7	1	8
Periodische Rechnungs- und Berichterstattung	Art. 318 III			72	60	132
Geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens	Art. 324			0	0	0
Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens	art. 325			3	3	6
Vormundschaft für Umündige	art. 368			13	15	28
Vertretungsbeistandschaft für Unmündige	art. 392			33	42	75
Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge durch die Vormundschaftsbehörden	Art. 298a/134 III			151	191	342

Anzahl der Personen, die Ende 2011 im Kanton von in Kraft stehenden vormundschaftlichen Massnahmen betroffen waren.

<b>A. Erwachsene</b>				<b>1.1. - 31.12.2011</b>		
				Weiblich	Männlich	Gesamt
Entmündigung	Art. 369			281	340	621
Entmündigung	Art. 370			28	78	106
Entmündigung	Art. 371			0	1	1
Entmündigung	Art. 372			349	544	893
Davon Unterstellung unter elterliche Sorge nach Art. 385 III ZGB (entsprechende Entmündigungen sind unter den Entmündigungsgründen von Art. 369-372 ZGB zu erfassen)	weibl.	männl.	gesamt			
	160	165	325			
Beistandschaft	Art. 392			76	49	125
Beistandschaft	Art. 393			108	92	200
Beistandschaft	Art. 392/393			79	53	132
Beistandschaft	Art. 394			990	1079	2069
Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/Kombinierte)	Art. 395			188	197	385
<b>B. Kinder</b>				<b>1.1. - 31.12.2011</b>		
Geeignete Massnahmen (ohne Art. 308-312)	Art. 307			76	92	168
Erziehungsbeistandschaften (ohne Art. 309 und 312)	Art. 308			635	772	1407
Beistandschaft zur Feststellung der Vaterschaft (mit oder ohne 308)	Art. 309			54	62	116
Aufhebung elterliche Obhut (mit oder ohne Art. 308)	Art. 310			52	88	140
Entziehung elterliche Sorge (mit oder ohne Art. 308)	Art. 311/312			16	15	31
Periodische Rechnungs- und Berichterstattung	Art. 318 III			8	4	12
Geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens	Art. 324			0	0	0
Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens	Art. 325			13	10	23
Vormundschaft für Unmündige	Art. 368			76	87	163
Vertretungsbeistandschaft für Unmündige	Art. 392			74	72	146

## **B. I. Zivilappellationshof**

Der nachfolgende statistische Teil gibt über die Tätigkeit des Hofes Auskunft. Im vergangenen Jahr ist im Bericht erörtert worden, dass bei dieser Tätigkeit ein derartiger Anstieg mit einer Zunahme um 46 % (von 100 auf 146 Eintragungen) noch nie dagewesen war. Was ist für 2011 anderes zu sagen, als dass die geäusserten Befürchtungen sich bewahrheitet haben: Die Zunahme belief sich auf 142 % (von 146 auf 252 Eintragungen)! Auch wenn man von den Gesuchen um Gewährung der unentgeltlichen Rechtspflege (111) und von jenen um Erlass provisorischer Massnahmen (38) absieht – obwohl gerade diese prioritär behandelt werden müssen – ist die Zahl der Neueingänge von Berufungs- und Beschwerdefällen noch um über zweimal höher als die 2009 verzeichneten Eintragungen. Die Schaffung einer Stelle eines Gerichtsschreiber-Berichterstatters und der ausserordentliche Einsatz der Mitglieder des Hofes und ihrer Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter haben dazu geführt, dass zahlreiche Angelegenheiten innert einer vernünftigen Frist abgeschlossen werden konnten; andere Fälle sind jedoch

in Verzug geraten; die Zahl der am Ende des Jahres hängigen Angelegenheiten ist zu hoch (110; Zunahme um 64 %). Dem neuen Bestand an Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreibern wird es daher nicht an Arbeit mangeln.

Eine gewisse Priorität wurde wie bereits in der Vergangenheit zwangsläufig den familienrechtlichen Angelegenheiten eingeräumt, insbesondere, wenn Kinder betroffen waren. Dies hatte sowohl in diesem wie auch in anderen Rechtsgebieten zur Folge, dass die Behandlung umfangreicher Angelegenheiten vertagt werden musste. Letztere stammen in der Regel aus dem Bereich des Handelsrechts, des Erbrechts und des Sachenrechts, manchmal aber auch aus dem Familienrecht. Dabei wurde so vorgegangen, dass sich die Anzahl alter Angelegenheiten in einem vernünftigen Mass bewegt: Zurzeit beläuft sich die Zahl der seit mehr als einem Jahr hängigen Angelegenheiten auf acht.

## **C. II. Zivilappellationshof**

Nach einer Zunahme der eingetragenen Angelegenheiten um 36% im Jahr 2009 und einer Stabilisierung auf diesem Niveau im Jahr 2010 ist die Zahl der eingetragenen Fälle während des vergangenen Jahres erneut, und zwar um 57 % angestiegen. Trotz der Erledigung von 292 Angelegenheiten im Jahr 2011 (2010: 218) hat sich die Zahl der hängigen Fälle 2011 auf 90 erhöht, dies gegenüber 45 Fällen im Jahr 2010.

## **D. Schuldbetreibungs- und Konkurskammer**

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und den Staatsrat.

Der Kanton Freiburg weist mit mehr als 30 % den höchsten schweizerischen Satz von Betreibungsbegehren auf elektronischem Weg auf. Hervorzuheben ist, dass das Betreibungsamt des Saanebezirks diesbezüglich eine Pilotfunktion gespielt hat.

## **E. Moderationshof**

Die Geschäftsführung des Hofes gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

## **F. Vormundschaftskammer**

Die Geschäftsführung des Hofes gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

## **G. Strafappellationshof**

Die Zahl der Neueingänge hat 2011 stark zugenommen (2011: 164; 2010: 90, somit eine Zunahme um 82 %), ebenso wie die Zahl der gefällten Urteile (2011: 125; 2010: 88, also eine Zunahme um 42 %), wovon  $\frac{1}{4}$  im Anschluss an öffentliche Verhandlungen. Die Zahl der Ende Jahr hängigen Angelegenheiten ist ihrerseits um 67 % angestiegen (2011: 97; 2010: 58). Aufgrund der neuen Strafprozessordnung und der herabgesetzten Anforderungen an die Begründungspflicht bei Berufungen ist unbedingt die Mitarbeit von effizienten und kompetenten Gerichtsschreibern notwendig, wenn der Strafappellationshof weiterhin die Angelegenheiten innert einer vernünftigen Frist und mit gleichbleibender Qualität der Urteile erledigen soll.

## **H. Strafkammer**

Die Geschäfte der Kammer geben zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass. Die Zahl der eingetragenen Beschwerden ist relativ stabil geblieben, ist sie doch nur um 10 % zurückgegangen. Der starke Rückgang der 2011 eingetragenen Angelegenheiten ist die Folge des Wegfalls der Visas für die Untersuchungshaft (2010: 497) und der Aufhebung der Zuständigkeit des Präsidenten der Strafkammer im Bereich der Bezeichnung der Pflichtverteidiger (2010: 418) und teilweise der Aufsichtsmassnahmen (2010: 160).

## **I. I. Verwaltungsgerichtshof**

Die Aktivität des I. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2011 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

## **J. II. Verwaltungsgerichtshof**

Die Aktivität des II. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2011 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

## **K. III. Verwaltungsgerichtshof**

Die Aktivität des III. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2011 gibt an sich zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass. Die verspätete und nur teilweise Ersetzung des dritten französischsprachigen Richters im November 2011 hat die Geschäftsführung des Hofes stark belastet und einige Rückstände verursacht.

## **L. Steuergerichtshof**

Die Aktivität des Steuergerichtshofs im Jahr 2011 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

## **M. Sozialversicherungsgerichtshof**

2011 haben die bereits seit mehreren Jahren durch alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Hofes unternommenen Anstrengungen einen Gesamtrückgang um mehr als hundert der seit über einem Jahr hängigen Angelegenheiten, mit einer leicht höheren Zahl der Erledigung von Fällen und trotz wieder angestiegener Neueingänge erlaubt. Die Arbeitslast des Hofes umfasst somit nahezu die Hälfte der in der Verwaltungsrechtlichen Abteilung insgesamt eingetragenen Angelegenheiten. Aufgrund der anhaltenden Überlastung hat der Hof mit Hilfe der Verwaltungskommission und des Gesamtgerichts für die Behebung dieses Zustandes namentlich mit der Schaffung von zwei Teams, eines bestehend aus Gerichtsschreiber-Berichterstattem und Richtern, die von der Instruktion neuer Fälle entlastet und speziell der Erledigung der ältesten Dossiers zugeteilt wurden, eine neue Organisation aufgestellt. Insbesondere konnte der Hof auch auf die Mithilfe der beiden zuletzt gewählten Richter, Jérôme Delabays in den Kreis der Zivilrechtlichen und Strafrechtlichen Abteilungen, und Johannes Frölicher in den Kreis der Verwaltungsrechtlichen Abteilung, zählen; beide haben auf ihre Weise zu diesem an sich positiven Resultat erheblich beigetragen. Letzterer war bereits vor seiner Wahl für den Hof als Ersatzrichter tätig und hat dadurch auf sehr effiziente Weise zahlreiche Dossiers erledigen können. Hingegen hat der Hof die Lücke, die sein Präsident Armand Bloch ab seiner definitiven Absenz aus gesundheitlichen Gründen im Juli 2011 und vor seinem auf den 31. Dezember 2011 geplanten Altersrücktritt hinterlassen hat, ausfüllen müssen.

Der Hof verzeichnet demnach per Ende 2011 einen sehr grossen Rückstand in der Behandlung seiner Angelegenheiten. Er setzt aber alles daran, um vor der

Zusammenlegung der beiden Kantonsgerichte und dem für 2013 vorgesehenen Abzug der Beisitzer die Zahl der hängigen Fälle höchstmöglich zu verringern. Er kommt jedoch nicht umhin, das Inkrafttreten der 6. Revision des Gesetzes über die Invalidenversicherung zu erwähnen, die über eine klare rechtliche Grundlage im Anschluss an ein Überprüfungsverfahren die Aufhebung von Renten, die vor dem 1. Januar 2008 infolge somatoformer Schmerzstörungen, Fibromyalgie und ähnlicher Sachverhalte zugesprochen wurden, erlaubt, mit der wahrscheinlichen logischen Folge eines bedeutenden Wiederanstiegs der Beschwerden in diesem Bereich.

### **III. PERSONAL**

#### **A. Richter**

In seiner Sitzung vom 22. März 2011 hat der Grosse Rat als Ersatz für Michel Wuilleret – der, zur Erinnerung, als Richter am Zwangsmassnahmengericht gewählt wurde und sein Amt als Kantonsrichter Anfang Januar 2011 aufgegeben hat – Anne-Sophie Peyraud, Anwältin, ehemalige Gerichtsschreiber-Berichterstatterin beim Sozialversicherungsgerichtshof und bereits seit zwei Jahren (vollzeitliche) Ersatzrichterin beim Kantonsgericht, gewählt.

In Anspruchnahme seines Rechts auf Altersrücktritt hat Richter Pierre Corboz das Kantonsgericht am 30. September 2011 verlassen. Er war der Amtsälteste. Geboren wurde er am St.-Nikolaustag im Jahr 1950. Nach Abschluss der Primarschule und der Sekundarschule in Bulle erwarb er die Matura am Kollegium St. Michael und anschliessend das Lizentiat der Rechte an der Universität Freiburg. Nach seiner Tätigkeit als Gerichtsschreiber-Adjunkt beim Kantonsgericht von 1977 bis 1982 erlangte er sein Anwaltspatent und übte den Anwaltsberuf aus, bis er am 20. November 1985 ins Kantonsgericht gewählt wurde. Dort hat er sein Amt am 1. Januar 1986 angetreten.

Als feinsinniger Jurist mit umfassenden Rechtskenntnissen und genauer Wortwahl hat sich Pierre Corboz insbesondere ausgezeichnet durch seinen unabhängigen Geist und seine grosse Achtung des Rechtsstaats. Dem Kantonsgericht wird er stets in Erinnerung bleiben als ein Richter, dessen Meinung zählte, der dem Dialog offen gegenüberstand und der von allen geschätzt wurde sowie als ein Mensch mit einer zutiefst humanen Einstellung. Das Kantonsgericht wünscht ihm einen glücklichen, geruhsamen und langen Ruhestand.

Der Grosse Rat hat Pierre Corboz als Ersatzrichter ab dem 1. Oktober 2011 gewählt.

In seiner Session vom 10. Mai 2011 hat der Grosse Rat Jérôme Delabays, Anwalt, Präsident des Bezirksgerichts der Saane, als Ersatz für Pierre Corboz gewählt.

Auch Richter Armand Bloch hat seinen Anspruch auf Altersrücktritt per 31. Dezember 2011 wahrgenommen. Geboren am 4. November 1949, verheiratet und Vater von vier Kindern, erlangte Armand Bloch das Lizentiat der Rechte an der Universität Freiburg und anschliessend das Anwaltspatent. Er arbeitete für das Gesetzgebungsamt, danach zuerst als Sekretär/Jurist und schliesslich als Präsident der Rekurskommission für Sozialversicherungen. Bei der Schaffung des Verwaltungsgerichts (1992) übernahm er die Leitung des Sozialversicherungsgerichtshofes.

Als präziser Jurist und extrem genau in seinen Analysen hat Armand Bloch einige Richter des Kantons ausgebildet. Als ein Mensch mit grossem Herzen und mit Dialogbereitschaft, stets offen, anderen zuzuhören, und besorgt um das Wohlergehen seiner Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, hinterlässt er eine grosse Lücke innerhalb der Verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts.

Der Grosse Rat hat in seiner Session vom 7. Juni 2011 Johannes Frölicher, Anwalt, Richter am Bundesverwaltungsgericht, als Ersatz für Armand Bloch gewählt. In

Anbetracht der gesundheitlichen Beeinträchtigung von Armand Bloch seit mehreren Monaten und der Vakanz seit dem Weggang von Richter Michel Wuilleret hat Johannes Fröhlicher sein Amt am 1. November 2011 angetreten.

Josef Hayoz ist vom Grossen Rat in der Session vom 24. März 2011 anstelle von Richter Pierre Corboz, der auf den 30. Juni demissioniert hat, als Mitglied des Justizrates gewählt worden. Der Rat hat ihn am 17. August 2011 zu seinem Präsidenten gewählt.

Bei den nebenberuflichen Tätigkeiten der Richter haben sich wenig Änderungen ergeben. Françoise Bastons Bulletti ist Mitglied der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen, Mitglied des Vorstandes der Paar- und Familienberatung Freiburg sowie der Europäischen Richtervereinigung für Mediation (GEMME). Hubert Bugnon präsidiert die Schulkommission des Kollegiums Heiligkreuz und ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Seine Tätigkeit als Mitglied eines Ad-hoc-Schiedsgerichts ist mit dem Fällen eines Schiedsspruchs im Laufe des Jahres beendet worden. Hugo Casanova ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission und der Rekurskommission Interkantonale Vereinbarung Lotterien und Wetten (welche sich im Allgemeinen mit ein bis zwei Fällen pro Jahr zu befassen hat). Georges Chanez präsidiert die beratende Kommission für die bedingte Straferlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit, und er ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission, des Pilotkomitees des Logiciel Themis für die Betriebsämter (CICLOP) und der Aufsichtskommission über die Notare. Josef Hayoz ist stellvertretender Präsident der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 6, und Mitglied der kantonalen Nomenklaturkommission. Roland Henninger ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo und Gabrielle Multone sind Mitglieder der Rekurskommission des interkantonalen Gymnasiums der Broye (GYB). Gabrielle Multone ist ebenfalls Mitglied der Anwaltskommission, ebenso wie Alexandre Papaux. Christian Pfammatter ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Adrian Urwyler ist Präsident der Direktion der Schweizerischen Richterakademie und Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter. Anne-Sophie Peyraud schliesslich ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung (in Ersetzung von Josef Hayoz) und Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2 (Amtsperiode 2009-2012).

Der Grosse Rat hat Felix Baumann, Pierre Corboz und Jean-Luc Mooser als Ersatzrichter für eine unbestimmte Dauer gewählt; des Weiteren gewählt wurden, als Beisitzer in den Steuergerichtshof, Jean-Marc Vionnet, als Ersatz für die abtretende Geneviève Jenny, und Lorenz Fivian, als Ersatz für den abtretenden Bruno Kaufmann. Er hat Hubert Bugnon, Hugo Casanova, Georges Chanez, Joseph Hayoz, Marianne Jungo und Christian Pfammatter als Kantonsrichter für eine unbestimmte Dauer wiedergewählt; für eine unbestimmte Dauer wurden als Ersatzrichter gewählt Francine Defferrard, Hans-Jürg Schläppi, Daniel Schneuwly, Erika Schnyder und für eine befristete Dauer Bernhard Schaaf; für eine unbestimmte Dauer als Beisitzer in den Steuergerichtshof wurden Berthold Buchs, Michael Hank und Albert Nussbaumer, als Ersatzbeisitzer Hans Brügger, Ernst Flammer und Louis-Marc Perroud und in den Sozialversicherungsgerichtshof Christian Grandjean und Bruno Boschung gewählt.

Der Gesundheitszustand von Richter Armand Bloch hat sich in diesem Jahr nicht verbessert; dieser war daher ab Juli bis zur Beendigung seiner Tätigkeit beim Kantonsgericht am 31. Dezember 2011 zu hundert Prozent arbeitsunfähig. Um die Ersatzrichterin Maude Favarger zu ersetzen, die sich im Mutterschaftsurlaub befand, wurde die Gerichtsschreiber-Berichterstatterin Muriel Zingg für die Dauer von 16 Wochen als Ersatzrichterin ernannt. Nach ihrer Rückkehr hat Maude Favarger ihren Beschäftigungsgrad auf 70 % herabgesetzt.



## **B. Gerichtsschreiberei**

Catherine Python Werro, Cédric Steffen, Rahel Brühwiler und Luis da Silva wurden als Ersatz für Sonia Bulliard Grosset, die zur Gerichtsschreiber-Berichterstatterin bei der Zivilrechtlichen Abteilung ernannt wurde, Christophe Gachet, Anne Berkemeier Keshelava und Charles Geismann als Gerichtsschreiber-Adjunkten bei den Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen angestellt. Charles Geismann, Gerichtsschreiber-Adjunkt beim Bezirksgericht der Saane ab 1983, hat sein Amt beim Kantonsgericht am 1. März 1991 angetreten. Er war zunächst Gerichtsschreiber bis 1998 und ab 1999 Gerichtsschreiber-Adjunkt. Am 30. April 2011, nach genau 20 Jahren Tätigkeit beim Kantonsgericht, hat er sein Recht auf Altersrücktritt in Anspruch genommen. Das Kantonsgericht wünscht ihm einen langen und glücklichen Ruhestand.

Ludovic Farine und Michel Pellascio ihrerseits, die bei denselben Abteilungen bereits Gerichtsschreiber-Adjunkten waren, sind für einen Teil ihrer Tätigkeit ebenfalls zu Gerichtsschreiber-Berichterstattern bei der Zivilrechtlichen Abteilung ernannt worden.

Bei der Verwaltungsrechtlichen Abteilung ist eine neue Anstellung erfolgt: Carine Sottas als Gerichtsschreiber-Berichterstatterin beim Sozialversicherungsgerichtshof als Ersatz für Oliver Collaud (der 2010 mittels eines wegen Überlastung des Sozialversicherungsgerichtshofes gewährten Kredites für ausserordentliche Massnahmen angestellt wurde).

Kantonsrichter Johannes Frölicher, der sehbehindert ist, konnte für die Raumplandossiers eine Unterstützung gewährt werden. Der Spezialkredit der *Integration Handicap* ermöglichte die Anstellung von Yann Hoffmann als Gerichtsschreiber-Adjunkt.

Eine Ersatzrichterin und eine Gerichtsschreiber-Berichterstatterin durften im Anschluss an die Geburt ihrer kleinen Buben Mutterschaftsurlaub beziehen. Abgesehen von der Ernennung von Muriel Zingg zur Ersatzrichterin (siehe Pkt. III. A weiter oben) sind diese Absenzen durch interne Massnahmen ersetzt worden (und werden auch 2012 ersetzt werden).

Im Rahmen ihrer Ausbildung zur Anwältin bzw. zum Anwalt haben Philippe Allemann, Richard Posse, Elias Moussa, Silvia Aguirre, Baptiste Morard, Savio Michellod, Rosario Sanchez, Sébastien More, Jillian Fauguel, Isabelle Schuwey und Séverine Grüber Gacond ein Praktikum als Gerichtsschreiberin bzw. Gerichtsschreiber absolviert.

Im Rahmen ihrer Universitätsausbildung sind ausserdem zwei Jus-Studenten während mehreren Wochen in der Verwaltungsrechtlichen Abteilung aufgenommen worden.

Die Chefgerichtsschreiber (1 Stelleneinheit in Freiburg und 0.7 Stelleneinheiten in Givisiez) und die 2009 und 2010 gewährten ausserordentlichen Massnahmen beim Sozialversicherungsgerichtshof sowie die auf einen Spezialkredit von Integration Handicap erhaltene Stelle nicht mitgerechnet, entfallen auf die Gerichtsschreiber-Berichterstatter und die Gerichtsschreiber-Adjunkten insgesamt 12.3 Stelleneinheiten, die auf 18 Personen aufgeteilt sind (Freiburg: 5 Stelleneinheiten, verteilt auf 8 Personen; Givisiez: 7.3 Stelleneinheiten, verteilt auf 8 Personen).

## **C. Informatikabteilung**

Zwei Sekretärinnen des Kantonsgerichts, Martine Arm und Christiane Becar, wirken weiterhin an der Kodifizierung von Modellen mit, die für die verschiedenen Organe des Gerichtswesens notwendig sind.

## **D. Sekretariat**

Um das deutschsprachige Sekretariat der Verwaltungsrechtlichen Abteilung zu verstärken, wurde nach dem Weggang von Zoé Volery Manuëla Hain als Sekretärin angestellt.

Die Bürochefinnen (1 Stelleneinheit in Freiburg und 0.7 Stelleneinheiten in Givisiez), die Lernenden und die 2009 und 2010 dem Sozialversicherungsgerichtshof gewährten ausserordentlichen Massnahmen nicht mitgerechnet, verfügt das Sekretariat über 6,1 Stelleneinheiten, die auf 10 Personen aufgeteilt sind (Freiburg: 4 Personen; Givisiez: 6 Personen).

#### **IV. WEITERE TÄTIGKEITEN**

Am 21. September 2011 wurden der Präsident des Justizrates, das Kantonsgericht und der Generalstaatsanwalt vom Staatsrat empfangen.

Am 18. November 2011 hat eine Delegation des Kantonsgerichts Richter empfangen, die eine Ausbildung an der Nationalen Richterschule in Bordeaux absolvieren. Nach der Teilnahme an einer Verhandlung des Präsidenten des Zivilgerichts des Saanebezirks und einem Referat von Kantonsrichter Alexandre Papaux über den Umgang mit der Mehrsprachigkeit innerhalb der Gerichtsbehörden in der Schweiz haben die Gäste die Vorstellung eines Tagesablaufs eines Bezirksgerichtspräsidenten, in diesem Fall Markus Ducret, Präsident des Bezirksgerichts des Sees, mitverfolgt.

Im Rahmen der Austausch, die die Verwaltungsrechtliche Abteilung des Kantonsgerichts mit der juristischen Fakultät der Universität Freiburg, insbesondere mit Professor Jean-Baptiste Zufferey, pflegt, hat die Abteilung am 13. April 2011 die Masterstudenten der Rechtswissenschaften empfangen und ihnen die richterliche Tätigkeit vorgestellt.

Am 15./16. September 2011 haben Christian Pfammatter, Marianne Jungo, Hugo Casanova, Josef Hayoz und Anne-Sophie Peyraud an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Engelberg teilgenommen.

#### **Von den Richterinnen und Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen**

Die Richter haben an folgenden Weiterbildungsveranstaltungen teilgenommen.

Alle Mitglieder der Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen haben an den Weiterbildungstagungen des FAV zur neuen Schweizerischen Zivil- bzw. Strafprozessordnung teilgenommen. Weiter hat Hubert Bugnon die Baurechtstagung und das Symposium über Familienrecht besucht. Alexandre Papaux hat die Perfektionierungstagungen der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Genf und das Seminar für Haftpflichtrecht an der Universität Freiburg besucht. Adrian Urwyler hat am Forum Weblaw sowie am Symposium über Familienrecht an der Universität Freiburg teilgenommen. Georges Chanez hat in Lausanne das Seminar "servitudes et cédulas hypothécaires" besucht. Jérôme Delabays hat ebenfalls am Symposium über Familienrecht und an einem Kolloquium über häusliche Gewalt teilgenommen.

Josef Hayoz, Marianne Jungo und Gabrielle Multone haben an der Weiterbildungstagung des FAV zur neuen Schweizerischen Zivil- bzw. Strafprozessordnung teilgenommen. Gabrielle Multone hat ausserdem an zwei Kolloquien, das eine in Bezug auf den Strassenverkehr, das andere über Schlichtung und Mediation, teilgenommen. Josef Hayoz hat die Tagungen "Grundrechte im öffentlichen Dienst" und die Schweizerische Baurechtstagung besucht. Hugo Casanova hat an der durch die KPMG organisierte Konferenz über aktuelle Fragen des Steuerrechts, an der schweizerischen Baurechtstagung, an der Konferenz über die direkte Bundessteuer sowie an den "Tax Talks" (zu den vorgesehenen Gesetzesänderungen im Bereich der Verrechnungssteuer) des Instituts für Schweizerisches und Internationales Steuerrecht (ISIS) in Zürich teilgenommen. Christian Pfammatter hat das Seminar über Migrationsrecht in Neuenburg sowie jenes der Schweizerischen Vereinigung für Verwaltungsorganisationsrecht (SVVOR) in Freiburg besucht. Anne-Sophie Peyraud hat an der Sozialversicherungsrechtstagung in Luzern sowie am Symposium über Familienrecht in Freiburg teilgenommen. Christian

Pfammatter und Hugo Casanova haben ausserdem am 11. November 2011 am Tag der Richterinnen und Richter in Luzern teilgenommen.

### **Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber**

Françoise Bastons Bulletti hat Gymnasiasten den Beruf des Richters vorgestellt (Jobinfo) und zusammen mit ihren Kollegen Hubert Bugnon und Jérôme Delabays anlässlich der Weiterbildungstage des FAV eine Konferenz zum Thema Zivilprozessrecht abgehalten. Sie ist auch Lehrbeauftragte in Zivilprozessrecht für die freiburgischen Anwaltspraktikanten. Sie hat ausserdem einen unbezahlten Urlaub von drei Monaten dazu verwendet, um an der Ausarbeitung eines zusammen mit ihrem Kollegen Jérôme Delabays geplanten wissenschaftlichen Werkes über Zivilprozessrecht mitzuwirken.

Hubert Bugnon war Lehrbeauftragter bei der Schweizerischen Richterakademie (Universität Neuenburg) in Protokollierung und Anhörung von Kindern in Familienrechtsverfahren. Er hat für die Anwaltspraktikanten des Kantons eine Vorlesung über die Rechtsmittel im Zivilrecht und im Rahmen der Weiterbildungstage des FAV einen Vortrag über Zivilprozessrecht gehalten.

Hugo Casanova hat wiederum einige Urteile des Bundesgerichts zusammengefasst und gewürdigt. Der entsprechende Beitrag erschien unter dem Titel "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahre 2009 et 2010 – Kantonale Abgaben" im Band 79 (März 2011), S. 795 ff. und 80 (November 2011), S. 337 ff., der Zeitschrift "Archiv für Schweizerisches Abgaberecht". Zudem hat er an einem von der Treuhand FIDUCOM organisierten Seminar ein Referat über das Thema "Familienbesteuerung – einige wichtige Urteile und aktuelle Fragen" gehalten.

Hugo Casanova und Hubert Bugnon sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Am 21. Juni 2011 hat Alexandre Papaux erfolgreich eine Doktoratsthese mit dem Titel "La langue de la justice civile et pénale en droit suisse et comparé (Belgique, Espagne, Finlande et Canada). Etude de politique linguistique, de droit constitutionnel et de procédure" an der Universität Neuenburg vertreten. Er ist auch Lehrbeauftragter (die Beschwerden im Strafbereich) für Anwaltspraktikanten. Ausserdem hat er im Rahmen der der neuen StPO gewidmeten Weiterbildungstage des FAV am 2. Dezember 2011 einen Vortrag über die strafrechtliche Berufung gehalten.

Adrian Urwyler hat am Kommentar DIKE Schweizerische Zivilprozessordnung (ZPO), Zürich/St. Gallen 2011, Art. 95 – 116 (Kostenrecht), mitgewirkt. Er hat zudem am 21. Dezember 2011 an der von der Rechtsfakultät der Universität Freiburg im Rahmen eines Intensivseminars organisierten Strafrechtstagung teilgenommen.

Christian Pfammatter hat für die Anwaltspraktikanten Kurse über Verwaltungsrechtspflege, Raumplanung und Baubewilligung gegeben. Er hat an der Leitung eines Seminars über Verwaltungsrecht für die Anwaltspraktikanten mitgewirkt.

Marianne Jungo war als Referentin an den Tagungen der Schweizerischen Vereinigung der Fachanwälte in Haftpflichtrecht in Freiburg am 4. und 5. November 2011 eingeladen; ihr Referat bezog sich auf das Thema "la perte d'une chance".

Anlässlich des im September in Freiburg stattgefundenen Symposiums für Familienrecht hat Anne-Sophie Peyraud zusammen mit Prof. Thomas Geiser wiederum zwei Konferenz-Ateliers zum Thema "Deuxième pilier et procédure" betreut. Der entsprechende schriftliche Beitrag wird Anfang 2012 veröffentlicht werden.

Schliesslich hat Christoph Rohrer an der Universität Freiburg im Rahmen des Intensivkurses "Öffentliche und private Existenzsicherung" einen Kurs erteilt.

\*\*\*\*\*

## Annexe/Beilage:

### Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2011 / Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2011

<b>Président/Präsident :</b>	Roland Henninger
<b>Vice-président/Vizepräsident :</b>	Christian Pfammatter
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Marianne Jungo Alexandre Papaux Adrian Urwyler Pierre Corboz* Armand Bloch** Hugo Casanova Josef Hayoz Gabrielle Multone Hubert Bugnon Georges Chanez Françoise Bastons Bulletti Anne-Sophie Peyraud Jérôme Delabays Johannes Frölicher  Bernhard Schaaf Président suppléant auprès de la Cour des assurances sociales (pour une durée déterminée)/Stellvertretender Präsident beim Sozialversicherungsgerichtshof (für eine beschränkte Dauer)
<b>Juges suppléants/Ersatzrichter/-innen :</b>	Paul-Henri Steinauer Daniel Schneuwly André Riedo Pascal Terrapon Catherine Yesil-Huguenot François-Xavier Audergon Catherine Hayoz Kurt Schwab Parisima Vez Francine Defferrard Tarkan Göksu Séverine Monferini Nuoffer Michel Favre Jacques Bonfils Hans-Jürg Schläppi Ursula Schneider Schüttel Laurent Schneuwly Erika Schnyder Richard Waeber Armin Sahli Christophe Maillard Marc Boivin Maude Favarger Christoph Rohrer Pierre Corboz

\*remplacé par Jérôme Delabays le 1.10.2011/ersetzt durch Jérôme Delabays am 1.10.2011

\*\*remplacé par Johannes Frölicher le 1.11.2011/ersetzt durch Johannes Frölicher am 1.11.2011

**Assesseurs/Beisitzer/-innen :**

**Cour fiscale/Steuergerichtshof :** Berthold Buchs  
Michael Hank  
Albert Nussbaumer  
Geneviève Jenny\*\*\*  
Jean-Marc Vionnet

\*\*\*remplacée par Jean-Marc Vionnet le 1.08.2011/ersetzt durch Jean-Marc Vionnet am 1.08.2011

**Assesseurs suppléants/Ersatzbeisitzer :** Hans Brügger  
Ernst Flammer  
Louis-Marc Perroud

**Cour des assurances sociales/  
Sozialversicherungsgerichtshof :** Bruno Kaufmann\*  
Jean-Marc Kuhn  
Lorenz Fivian

**Assesseurs suppléants/Ersatzbeisitzer :** Bruno Boschung  
Christian Grandjean

\*remplacé par Lorenz Fivian le 1.11.2011/ersetzt durch Lorenz Fivian am 1.11.2011

**SECTION CIVILE / ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG**

**Président/Präsident :** Adrian Urwyler

**Membres/Mitglieder :** Pierre Corboz  
Alexandre Papaux  
Roland Henninger  
Hubert Bugnon  
Georges Chanez  
Françoise Bastons Bulletti

**I<sup>ère</sup> Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof**

**Président/Präsident :** Hubert Bugnon

**Membres/Mitglieder :** Adrian Urwyler  
Georges Chanez  
Françoise Bastons Bulletti

**II<sup>ème</sup> Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof**

**Président/Präsident :** Pierre Corboz

**Membres/Mitglieder :** Alexandre Papaux  
Roland Henninger  
Françoise Bastons Bulletti

**Cour de modération / Moderationshof**

**Président/Präsident :** Roland Henninger

**Membres/Mitglieder :** Alexandre Papaux  
Hubert Bugnon

### **Chambre des poursuites et faillites / *Schuldbetreibungs- und Konkurskammer***

<b>Président/Präsident :</b>	Adrian Urwyler
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Pierre Corboz Georges Chanez Françoise Bastons Bulletti

### **Chambre des tutelles / *Vormundschaftskammer***

<b>Présidente/Präsidentin :</b>	Françoise Bastons Bulletti
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Alexandre Papaux Adrian Urwyler

### **SECTION PENALE / *STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG***

<b>Président/Präsident :</b>	Alexandre Papaux
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Pierre Corboz Roland Henninger Adrian Urwyler Hubert Bugnon Georges Chanez Françoise Bastons Bulletti

### **Cour d'appel pénal / *Strafappellationshof***

<b>Président/Präsident :</b>	Alexandre Papaux
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Adrian Urwyler Hubert Bugnon Françoise Bastons Bulletti

### **Chambre pénale / *Strafkammer***

<b>Président/Präsident :</b>	Georges Chanez
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Pierre Corboz Roland Henninger Hubert Bugnon

## SECTION ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

<b>Présidente/Präsidentin :</b>	Marianne Jungo
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Gabrielle Multone Armand Bloch* Hugo Casanova Josef Hayoz Christian Pfammatter Anne-Sophie Peyraud Jérôme Delabays (40%) Johannes Frölicher  Bernhard Schaaf Président suppléant auprès de la Cour des assurances sociales (pour une durée déterminée)/ <i>Stellvertretender Präsident beim Sozialversicherungsgerichtshof (für eine beschränkte Dauer)</i>

\*remplacé par Johannes Frölicher le 1.11.2011/*ersetzt durch Johannes Frölicher am 1.11.2011*

### I<sup>ère</sup> Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

<b>Présidente/Präsidentin :</b>	Marianne Jungo
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Christian Pfammatter Gabrielle Multone Josef Hayoz (affaires en allemand/ <i>deutschsprachige Angelegenheiten</i> )

### II<sup>ème</sup> Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

<b>Président/Präsident :</b>	Christian Pfammatter
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Josef Hayoz (affaires en allemand/ <i>deutschsprachige Angelegenheiten</i> ) Marianne Jungo / Gabrielle Multone Johannes Frölicher (dès le 1.11.2011/ <i>ab dem 1.11.2011</i> )

### III<sup>ème</sup> Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

<b>Présidente/Präsidentin :</b>	Gabrielle Multone
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Marianne Jungo Johannes Frölicher (dès le 1.11.2011/ <i>ab dem 1.11.2011</i> ) Josef Hayoz (affaires en allemand/ <i>deutschsprachige Angelegenheiten</i> )

### Cour fiscale / Steuergerichtshof

<b>Président/Präsident :</b>	Hugo Casanova
<b>Assesseurs/Beisitzer -in :</b>	Berthold Buchs Michael Hank Geneviève Jenny* Albert Nussbaumer Jean-Marc Vionnet

\*remplacée par Jean-Marc Vionnet le 1.08.2011/*ersetzt durch Jean-Marc Vionnet am 1.08.2011*

## **Cour des assurances sociales / Sozialversicherungsgerichtshof**

<b>Président-e/Präsident-in :</b>	Armand Bloch Anne-Sophie Peyraud Bernhard Schaaf Président suppléant auprès de la Cour des assurances sociales (pour une durée déterminée)/ <i>Stellvertretender Präsident beim Sozialversicherungsgerichtshof (für eine beschränkte Dauer)</i>
-----------------------------------	--

<b>Assesseurs/Beisitzer -in :</b>	Bruno Kaufmann* Jean-Marc Kuhn Lorenz Fivian
-----------------------------------	--

\*remplacé par Lorenz Fivian le 1.11.2011/*ersetzt durch Lorenz Fivian am 1.11.2011*



## PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL

### I. SECTION CIVILE / ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Récusation / <i>Ausstand</i>	12	13
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	271*	152
<b>Total</b>	<b>283</b>	<b>165</b>

\* 81 demandes, concernant une volumineuse affaire, émanaient des Pays-Bas / 81 Gesuche betreffend eine umfangreiche Angelegenheit stammten aus den Niederlanden

### I<sup>ère</sup> COUR D'APPEL CIVIL / I. ZIVILAPPELLATIONSHOF

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	67	46
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	353	146
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	310	125
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	110	67

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	33	15
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	46	28
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	5	8
Rejetés / <i>Abweisung</i>	62	33
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	32	16
Retirés / <i>Rückzug</i>	14	5
Transaction / <i>Vergleich</i>	6	2
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	2	2
Passe-expédient / <i>Streitabstand</i>	0	0
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	0	4
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	12	2

Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	73	5
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	16	4
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	1	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	6	0
Changement / <i>Wechsel</i>	0	1
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	2	0
<b>Total</b>	<b>310</b>	<b>125</b>

<b>Matières traitées / <i>Behandelte Rechtsgebiete</i></b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	0	0
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	70	58
dont mesures protectrices de l'union conjugale/ <i>davon Eheschutzmassnahmen</i>	25	4
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	4	1
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	1	4
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	4	4
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	42	25
Assurance / <i>Versicherung</i>	0	2
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	2
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	3	4
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	0	1
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	0
Mesures provisionnelles et leur modification/ <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	33	9
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	41	0
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	104	11
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	0	1
Révision / <i>Revision</i>	2	0
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	2	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	3
<b>Total</b>	<b>310</b>	<b>125</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Sarine / Saane	80	51
Singine / Sense	10	9
Gruyère / Greyerz	33	16
Lac / See	12	10
Glâne / Glane	17	8
Broye / Broye	19	9
Veveyse / Vivisbach	14	15
Autres / Andere	125	7
<b>Total</b>	<b>310</b>	<b>125</b>

## II<sup>ème</sup> COUR D'APPEL CIVIL / II. ZIVILAPPELLATIONSHOF

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	45	49*
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	337	214
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	292	218
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	90	45

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	72	63
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	14	14
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	7	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	98	80
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	52	35
Retirés / <i>Rückzug</i>	16	4
Transaction / <i>Vergleich</i>	2	0
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	3	4
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	6	0
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	5	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	4	3
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	2	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	7	10
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	4	0
<b>Total</b>	<b>292</b>	<b>218</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	41	38
Prud'hommes / <i>Gewerbegerichtsbarkeit</i>	9	17
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	19	15

Enlèvement international d'enfant / <i>Internationale Kindesentführung</i>	0	1
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	138	103
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	35	40
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	92	63
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	60	31
Instance unique / <i>Einzigste Instanz</i>	4	5
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	0	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	0
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	0	0
Déclinatoire / <i>Unzuständigkeitseinrede</i>	3	4
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	5	4
Concordat / <i>Nachlassvertrag</i>	0	0
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	0	0
Révision / <i>Revision</i>	1	0
Mémoire préventif / <i>Schutzschrift</i>	3	0
Arbitrage / <i>Schiedsverfahren</i>	1	0
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	6	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0
<b>Total</b>	<b>292</b>	<b>218</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Sarine / <i>Saane</i>	104	85
Singine / <i>Sense</i>	11	7
Gruyère / <i>Greyerz</i>	40	40
Lac / <i>See</i>	12	28
Glâne / <i>Glane</i>	10	15
Broye / <i>Broye</i>	30	11
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	10	17
Autres / <i>Andere</i>	75	15
<b>Total</b>	<b>292</b>	<b>218</b>

**CHAMBRE DES POURSUITES ET FAILLITES /  
SCHULDBETREIBUNGS- UND KONKURSKAMMER**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	7	10
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	145	202
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	141	204
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	11	7

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	89	118
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	4	3
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	3
Rejet / <i>Abweisung</i>	28	44
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	9
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	3	18
Retrait / <i>Rückzug</i>	2	3
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	2	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	2	1
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	3	2
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	1
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	1
<b>Total</b>	<b>141</b>	<b>204</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	43	74
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	4	6

Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	3	4
Demande de nouvelle estimation / <i>Gesuch um neue Schätzung (9 ORFI/VZG)</i>	0	0
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	75	103
Nullité / <i>Nichtigkeit (173<sup>2</sup> LP/SchKG)</i>	0	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	1
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	6	4
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	9	12
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>	0	0
Séquestre / <i>Arrest</i>	1	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
<b>Total</b>	<b>141</b>	<b>204</b>

<b>Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>	90	125
15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>	11	39
1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>	24	29
Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>	16	11
<b>Total</b>	<b>141</b>	<b>204</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Sarine / <i>Saane</i>	21	42
Singine / <i>Sense</i>	7	10
Gruyère / <i>Greyerz</i>	4	7
Lac / <i>See</i>	4	5
Glâne / <i>Glane</i>	2	4
Broye / <i>Broye</i>	5	7
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	2	17
Office cantonal des faillites / <i>Kantonales Konkursamt</i>	78	110
Autres / <i>Andere</i>	18	2
<b>Total</b>	<b>141</b>	<b>204</b>

**COUR DE MODERATION / MODERATIONSHOF**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	7	9
Affaires enregistrées / <i>Eingetragene Angelegenheiten</i>	30	32
Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	26	34
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	11	7

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	7	5
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	13
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	2	7
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	7
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	2	1
Retrait / <i>Rückzug</i>	2	1
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	0
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>34</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Litige avocat/client / <i>Streitigkeit Anwalt/Klient</i>	1	6
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	6	5
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	11	18
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière civile / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Zivilsachen</i>	3	4



Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen</i>	1	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	3	0
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	1	0
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>34</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Sarine / <i>Saane</i>	10	6
Singine / <i>Sense</i>	0	6
Gruyère / <i>Greyerz</i>	3	3
Lac / <i>See</i>	1	1
Glâne / <i>Glane</i>	0	1
Broye / <i>Broye</i>	3	6
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	3	3
Autres / <i>Andere</i>	6	8
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>34</b>

## CHAMBRE DES TUTELLES / VORMUNDSCHAFTSKAMMER

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	1	3
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	27	13
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	21	15
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	7	1

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	8	11
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	2	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	0
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	1	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	0
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	3	0
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>15</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Recours / <i>Beschwerde</i>	16	13
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	4	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	1
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>15</b>

## II. SECTION PENALE / STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	13

La récusation est maintenant, au sein du Tribunal cantonal, de la compétence de la Chambre pénale (art. 59 al. 1 let. b CPP) / Die Strafkammer ist jetzt innerhalb des Kantonsgerichts für den Ausstand zuständig (Art. 59 Abs. 1 Bst. b StPO)

### COUR D'APPEL PENAL / STRAFAPPELLATIONSHOF

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	58	56
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	164	90
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	125	88
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	97	58

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	14	7
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	19	27
Rejetés / <i>Abweisung</i>	43	30
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	6	19
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	4	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	27	1
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	0	0
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	5	0
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>	0	0
Prolongation du traitement ambulatoire / <i>Verlängerung der ambulanten Behandlung</i>	0	0
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	0	0
Rayé du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	1
Autre décision ultérieure / <i>Anderer nachträglicher Entscheid</i>	0	1

Procédure périmée / <i>Verwirkte Berufung</i>	4	2
Décharge du mandat d'office / <i>Entlastung der Amtsverteidigung</i>	2	0
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	0
<b>Total</b>	<b>125</b>	<b>88</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Recours / <i>Berufungen</i>	94	85
Décisions postérieures au jugement / <i>Nachträgliche Anordnungen</i>	0	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	1
Demandes de mise en liberté / <i>Gesuche um Freilassung</i>	6	0
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	11	0
Litige avocat/client / <i>Streitigkeit Anwalt/Klient</i>	0	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	0
Révision / <i>Revision</i>	7	0
Indemnités et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	7	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	2
<b>Total</b>	<b>125</b>	<b>88</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
<b>Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Sarine / <i>Saane</i>	32	27
Singine / <i>Sense</i>	2	2
Gruyère / <i>Greyerz</i>	10	4
Lac / <i>See</i>	6	0
Glâne / <i>Glane</i>	1	3
Broye / <i>Broye</i>	2	1
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	2	0
<b>Total</b>	<b>55</b>	<b>37</b>

<b>Juge de police / Polizeirichter</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Sarine / <i>Saane</i>	12	20
Singine / <i>Sense</i>	2	1
Gruyère / <i>Greyerz</i>	10	5

Lac / See	7	3
Glâne / Glane	3	0
Broye / Broye	1	9
Veveyse / Vivisbach	3	1
<b>Total</b>	<b>38</b>	<b>39</b>

<b>Juge pénal des mineurs / Jugendstrafrichter</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
	<b>1</b>	<b>4</b>

<b>Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstraengericht</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
	<b>6</b>	<b>4</b>

<b>Cour d'appel pénal / Strafappellationshof</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
	<b>3</b>	<b>2</b>

<b>Autres / Andere</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
	<b>22</b>	<b>2</b>

## CHAMBRE PENALE / STRAFKAMMER

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	49	73
Affaires enregistrées / <i>Eingetragene Angelegenheiten</i>	197	736
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	213	760
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	33	49

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	8	15
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	8	52
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	13	21
Rejetés / <i>Abweisung</i>	85	102
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	45	42
Retirés / <i>Rückzug</i>	2	6
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Visa / <i>Visum</i>	0	497
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	1	4
Non-lieu / <i>Einstellung</i>	0	4
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	23	2
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	15	10
Désignation d'un juge remplaçant / <i>Bezeichnung eines Ersatzrichters</i>	6	1
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	3
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	5	0
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	1	0
Fixation de l'indemnité de partie / <i>Festsetzung der Parteientschädigung</i>	1	0
<b>Total</b>	<b>213</b>	<b>760</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Visa du maintien en détention préventive / <i>Visum für die Aufrechterhaltung der Untersuchungshaft</i>	0	497
Recours / <i>Beschwerden</i>	156	175
Demandes de révision / <i>Revisionsgesuche</i>	0	9
Indemnité / <i>Entschädigung</i>	22	74
Non-lieu / <i>Einstellung</i>	0	4
Récusation / <i>Ausstand</i>	15	0
Assistance judiciaire (principe) et défense d'office / <i>unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz) und amtliche Verteidigung</i>	11	0
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	3	0
For et entraide / <i>Gerichtsstand und Rechtshilfe</i>	0	1
Effet suspensif / <i>aufschiebende Wirkung</i>	5	0
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	1	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
<b>Total</b>	<b>213</b>	<b>760</b>

**PRESIDENT DE LA CHAMBRE PENALE / PRÄSIDENT DER STRAFKAMMER**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	1	2
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	15	598
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	16	599
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	0	1

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	14	180
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	1	60
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	2
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	0
Classé sans suite / <i>ohne Folge klassiert</i>	0	2
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	3
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	290
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	0
Changement de défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	0	19
Décharge de la défense d'office / <i>Entlastung der amtlichen Verteidigung</i>	0	25
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	15
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	0	1
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>599</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
For et entraide judiciaire / <i>Gerichtsstand und Rechtshilfe</i>	0	12
Effet suspensif / <i>Aufschiebende Wirkung</i>	0	8
Levée de scellés / <i>Entsiegelung</i>	0	0



Défense d'office / <i>Amtliche Verteidigung</i>	1	418
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol) / <i>Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)</i>	15	160
Consultation dossiers / <i>Akteneinsicht</i>	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>599</b>

### III. SECTION ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

#### I<sup>ère</sup> COUR ADMINISTRATIVE / I. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2011	2010
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	107	124
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	163	160
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	164	177
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	106	107

Modes de liquidation / <i>Erledigungsart</i>	2011	2010
Admission <i>Gutheissung</i>	20	19
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	4
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	6	7
Rejet <i>Abweisung</i>	78	80
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	3	0
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	10	24
Retrait <i>Rückzug</i>	2	3
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	7	5
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	1	0
Rayé autres motifs <i>Abschreibung aus anderen Gründen</i>	20	12
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	0	2
Transmission à l'autorité compétente <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	7	5
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	5	12
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	0	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	4	2
<b>Total</b>	<b>164</b>	<b>177</b>

<b>Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.</b>
Etablissement et séjour <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	47	80	127	78	49
Droits politiques <i>Politische Rechte</i>	0	8	8	4	4
Agents des collectivités publiques <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	12	3	15	6	9
Affaires communales <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	2	1	3	1	2
Responsabilité <i>Haftung</i>	18	5	23	8	15
Ecole et formation <i>Schule und Bildung</i>	7	9	16	10	6
Exécution des peines et mesures <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	1	6	7	5	2
Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger <i>Grundstückwerb durch Personen im Ausland</i>	0	1	1	0	1
Avocats, notaires <i>Anwälte, Notare</i>	2	3	5	3	2
Droit des personnes et famille <i>Personen- und Familienrecht</i>	1	0	1	0	1
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte <i>Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts</i>	0	2	2	2	0
Révision <i>Revision</i>	1	3	4	3	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	13	18	15	3
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	8	9	9	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	7	19	26	18	8
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	2	3	1	2
Récusation <i>Ausstand</i>	1	0	1	1	0
Déclinatoire <i>Unzuständigkeitseinrede</i>	1	0	1	0	1
<b>Total</b>	<b>107</b>	<b>163</b>	<b>270</b>	<b>164</b>	<b>106</b>

Le nombre de causes introduites a très légèrement augmenté par rapport à l'exercice précédent.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la première Cour compte encore une affaire de 2006, cinq affaires de 2008, une affaire de 2009 et vingt affaires de 2010 portant essentiellement sur la responsabilité des collectivités publiques.

*Die Zahl der Neueingänge hat gegenüber dem Vorjahr nur leicht zugenommen.*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so sind beim I. Hof noch eine Angelegenheit aus dem Jahr 2006, fünf Angelegenheiten aus dem Jahr 2008, eine aus dem Jahr 2009 und zwanzig aus dem Jahr 2010 hängig, die zum grössten Teil die Haftung der Gemeinwesen betreffen.*

**II<sup>ème</sup> COUR ADMINISTRATIVE / II. VERWALTUNGSGERICHTSHOF**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	93	70
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	116	116
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	120	93
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	89	93

<b>Mode de liquidation / Erledigungsart</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Admission <i>Gutheissung</i>	12	17
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	2	1
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	1
Rejet <i>Abweisung</i>	49	40
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	1	3
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	9	8
Retrait <i>Rückzug</i>	13	5
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	2	4
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	5	2
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	22	12
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	2	0
Transmission à l'autorité compétente <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	0
<b>Total</b>	<b>120</b>	<b>93</b>

<b>Matières traitées</b> <b>Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1.</b> <b>Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées</b> <b>Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé</b> <b>Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12.</b> <b>Hängig per 31.12.</b>
Aménagement du territoire et constructions <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	58	68	126	68	58
Protection de la nature et du paysage <i>Natur- und Heimatschutz</i>	1	0	1	0	1
Protection de l'environnement <i>Umweltschutz</i>	2	2	4	2	2
Expropriation <i>Enteignung</i>	7	1	8	2	6
Energie <i>Energie</i>	0	3	3	1	2
Marchés publics <i>Beschaffungswesen</i>	3	6	9	7	2
Domaine public <i>Öffentliche Sachen</i>	1	1	2	2	0
Protection contre les incendies et les éléments naturels <i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>	0	4	4	3	1
Révision <i>Revision</i>	1	1	2	2	0
Réclamations contre les frais <i>Einsprachen gegen Kosten</i>	0	1	1	0	1
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	3	3	0	3
Procédures autres <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	20	22	42	29	13
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	3	3	3	0
<b>Total</b>	<b>93</b>	<b>116</b>	<b>209</b>	<b>120</b>	<b>89</b>

Le nombre de causes introduites est resté le même par rapport à l'exercice précédent et le nombre d'affaires liquidées a augmenté. Le nombre d'affaires pendantes a dès lors diminué (- 4 dossiers) et ce malgré la vacance de dix mois laissée par le départ du Juge Michel Wuilleret.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la deuxième Cour compte encore une affaire de 2003, une affaire de 2008, deux affaires de 2009 et dix-neuf de 2010, portant principalement sur des questions d'aménagement du territoire et de droit des constructions ainsi que d'expropriation.

*Die Zahl der Neueingänge ist im Vergleich zum Vorjahr gleich geblieben und die Zahl der erledigten Angelegenheiten gestiegen. Die Zahl der hängigen Angelegenheiten hat somit*

*abgenommen (-4 Dossiers), und dies trotz der zehnmonatigen Vakanz nach dem Weggang von Richter Michel Wuilleret.*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so waren beim II. Hof noch eine Angelegenheit aus dem Jahr 2003, eine aus dem Jahr 2008, zwei Angelegenheiten aus dem Jahr 2009 und neunzehn aus dem Jahr 2010 hängig, wovon der grösste Teil Raumplanungs- und Baubewilligungsfragen sowie Enteignungsfragen zum Gegenstand haben.*

### III<sup>ème</sup> COUR ADMINISTRATIVE / III. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2011	2010
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	124*	114
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	210 <sup>1)</sup>	258
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	223 <sup>2)</sup>	249
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	111	123*

\*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12 et le 01.01 s'explique par le fait que l'état d'un dossier a été modifié après l'impression des statistiques / *Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.2010 und dem 01.01.2011 erklärt sich dadurch, dass ein Dossier nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschrieben wurde.*

<sup>1)</sup> *les affaires d'aide sociale sont depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 de la compétence de la Cour des assurances sociales et, partant, comptabilisées dans les affaires enregistrées par dite Cour mais, pour des motifs liés à la surcharge de cette Cour, restent traitées par les juges de la III<sup>ème</sup> Cour (on compte 30 dossiers enregistrés en 2011). / Die Sozialhilfeangelegenheiten fallen seit dem 1. Januar 2011 in die Zuständigkeit des Sozialversicherungsgerichtshofs, werden jedoch wegen Überlastung dieses Hofes weiterhin von den Richtern des III. Hofes behandelt (2011 waren es 30 eingetragene Angelegenheiten).*

<sup>2)</sup> *doivent être rajoutés à ce chiffre les 16 dossiers d'aide sociale enregistrés en 2011 par la Cour des assurances sociales mais liquidés par les juges de la III<sup>ème</sup> Cour. / Zu dieser Zahl kommen die 2011 beim Sozialversicherungsgerichtshof eingetragenen, jedoch von den Richtern des III. Hofes erledigten 16 Dossiers in Sozialhilfeangelegenheiten.*

Mode de liquidation / <i>Erledigungsart</i>	2011	2010
Admission <i>Gutheissung</i>	17	10
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	9	4
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	5	5
Rejet <i>Abweisung</i>	76	64
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	3	5
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	45	72
Retrait <i>Rückzug</i>	25	31
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	17	8
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Gehnehmung</i>	0	2
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	20	21
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	9
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	1	3



Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	3	11
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	1	3
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	0	1
<b>Total</b>	<b>223</b>	<b>249</b>

<b>Matières traitées</b> <b>Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1.</b> <b>Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées</b> <b>Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé</b> <b>Erlедigt</b>	<b>Pendant au 31.12.</b> <b>Hängig per 31.12.</b>
Circulation routière et transports <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	59	171	230	164	66
Droit social (à l'exception de l'aide sociale dès le 01.01.11) <i>Sozialrecht (mit Ausnahme der Sozialhilfe ab dem 01.01.11)</i>	26	2	28	11	17
Agriculture <i>Landwirtschaft</i>	17	8	25	14	11
Commerces et établissements publics <i>Handel und Gastgewerbe</i>	4	6	10	7	3
Animaux <i>Tiere</i>	0	1	1	0	1
Santé publique <i>Öffentliche Gesundheit</i>	4	4	8	2	6
Récusation <i>Ausstand</i>	1	0	1	1	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	3	11	14	11	3
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	3	4	3	1
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	7	3	10	7	3
Recours sur l'assistance judiciaire <i>Beschwerden gegen URP-Entscheide</i>	2	0	2	2	0
<b>Total</b>	<b>124</b>	<b>210</b>	<b>334</b>	<b>223</b>	<b>111</b>

Le nombre de causes introduites a baissé par rapport à l'exercice précédent (- 48 dossiers/ - 18 en tenant compte des dossiers d'aide sociale). La liquidation a également baissé (- 26 dossiers / - 10 en tenant compte des dossiers d'aide sociale).

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la troisième Cour compte encore deux affaires de 2008, deux affaires de 2009 et vingt-sept de 2010 portant principalement sur des questions d'agriculture et d'aide sociale (dossiers antérieurs à 2011 enregistrés par la IIIème Cour).

*Die Zahl der Neueingänge hat im Vergleich zum Vorjahr abgenommen (-48 Dossiers/ -18 unter Berücksichtigung der Dossiers in Sozialhilfeangelegenheiten). Auch die Zahl der erledigten Angelegenheiten ist zurückgegangen (-26 Dossiers/ -10 unter Berücksichtigung der Dossiers in Sozialhilfeangelegenheiten).*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so sind beim III. Hof noch zwei Angelegenheiten aus dem Jahr 2008, zwei aus dem Jahr 2009 und siebenundzwanzig aus dem Jahr 2010 hängig; diese beziehen sich hauptsächlich auf Fragen der Landwirtschaft und der Sozialhilfe (Dossiers vor 2011, die beim III. Hof eingetragen sind).*

**COUR FISCALE / STEUERGERICHTSHOF**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	156	128
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	169	232
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	122	171
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	47	61
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	191	204
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	139	147
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	52	57
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	134	156

<b>Mode de liquidation / Erledigungsart</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Admission <i>Gutheissung</i>	11	7
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	20	17
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	8	4
Rejet <i>Abweisung</i>	78	94
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	5	8
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	16	16
Retrait <i>Rückzug</i>	16	10
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	18	23
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	10	16
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	8	3
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	0	2
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	0	1
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	0	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	1	2
<b>Total</b>	<b>191</b>	<b>204</b>

<b>Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12 Hängig per 31.12</b>
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	120	118	238	142	96
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	4	10	14	6	8
Impôt anticipé <i>Verrechnungssteuer</i>	0	1	1	0	1
Impôt sur les gains immobiliers <i>Grundstückgewinnsteuer</i>	0	1	1	1	0
Impôts communaux <i>Gemeindesteuern</i>	2	3	5	4	1
Impôts paroissiaux <i>Pfarreistuern</i>	1	1	2	1	1
Droits de mutation et gages immobiliers <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	1	0	1	1	0
Contribution immobilière <i>Liegenschaftssteuer</i>	1	0	1	1	0
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	6	2	8	5	3
Taxe d'exemption de l'obligation de servir <i>Wehrpflichtersatz</i>	0	1	1	0	1
Taxe de séjour <i>Aufenthaltstaxe</i>	4	6	10	9	1
Contributions publiques communales <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	10	5	15	11	4
Taxes cantonales de police <i>Kantonale Polizeiabgaben</i>	0	1	1	0	1
Amendes d'ordre <i>Ordnungsbussen</i>	2	3	5	3	2
Emoluments administratifs <i>Verwaltungsgebühren</i>	2	3	5	2	3
Soustraction fiscale et rappel d'impôts <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	2	10	12	2	10
Réclamations c/ frais <i>Einsprachen g/ Kosten</i>	0	2	2	1	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	2	3	2	1
<b>Total</b>	<b>156</b>	<b>169</b>	<b>325</b>	<b>191</b>	<b>134</b>

Le nombre de causes introduites a sensiblement baissé par rapport à l'exercice précédent (-63 dossiers), le nombre d'affaires liquidées également mais dans une moindre mesure (-13). Le nombre d'affaires pendantes a malgré tout également baissé (-22 affaires).

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la Cour fiscale compte encore deux affaires de 2008 et vingt-deux affaires de 2010.

*Die Zahl der Neueingänge ist gegenüber dem Vorjahr stark zurückgegangen (-63 Dossiers); dies gilt auch für die erledigten Angelegenheiten, jedoch in schwächerem Masse (-13). Trotzdem ist die Zahl der hängigen Angelegenheiten ebenfalls rückläufig (-22 Angelegenheiten).*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so sind beim Steuergerichtshof noch zwei Angelegenheiten aus dem Jahr 2008 und zweiundzwanzig aus dem Jahr 2010 hängig.*

**COUR DES ASSURANCES SOCIALES / SOZIALVERSICHERUNGSGERICHTSHOF**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	647	769
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	430 <sup>1)</sup>	385
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	533 <sup>2)</sup>	507
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	544 <sup>3)</sup>	647

<sup>1)</sup>dont 30 dossiers d'aide sociale traités par les juges de la III<sup>ème</sup> Cour / <sup>2)</sup>dont 16 dossiers d'aide sociale / <sup>3)</sup>dont 14 dossiers d'aide sociale / <sup>1)</sup>wovon 30 Sozialhilfeangelegenheiten, die von den Richtern des III. Hofes behandelt werden / <sup>2)</sup>wovon 16 Sozialhilfeangelegenheiten / <sup>3)</sup>wovon 14 Sozialhilfeangelegenheiten

<b>Mode de liquidation / Erledigungsart</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Admission <i>Gutheissung</i>	36	42
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	37	24
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	44	53
Rejet <i>Abweisung</i>	229	182
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	16	13
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	15	29
Retrait <i>Rückzug</i>	19	23
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	20	26
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	1	5
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	22	4
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	1	2
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	22	28
Transmission à l'autorité compétente <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	35	32
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	10	9
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	8	8
Assistance judiciaire retirée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	1	0
Assistance judiciaire retirée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	0	1

Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	0	4
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce <i>Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung</i>	17	21
<b>Total</b>	<b>533</b>	<b>507</b>

<b>Matières traitées</b> <b>Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1.</b> <b>Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées</b> <b>Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé</b> <b>Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12.</b> <b>Hängig per 31.12.</b>
Assurance-vieillesse et survivants <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	47	13	60	31	29
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	263	139	402	195	207
Prestations complémentaires <i>Ergänzungsleistungen</i>	7	4	11	5	6
Assurance-maladie <i>Krankenversicherung</i>	30	31	61	24	37
Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i>	97	54	151	59	92
Assurance-chômage <i>Arbeitslosenversicherung</i>	98	38	136	66	70
Prévoyance professionnelle <i>Berufliche Vorsorge</i>	54	34	88	34	54
Assurance-maternité <i>Mutterschaftsversicherung</i>	2	0	2	0	2
Assurance militaire <i>Militärversicherung</i>	2	1	3	1	2
Allocations pour perte de gain <i>Erwerbsersatz</i>	1	0	1	1	0
Allocations familiales cantonales <i>Kantonale Familienzulagen</i>	20	4	24	18	6
Allocations familiales dans l'agriculture <i>Landwirtschaftliche Familienzulagen</i>	1	0	1	0	1
Aide sociale (dès le 01.01.11) <i>Sozialhilfe (seit dem 01.01.11)</i>	0	16	16	8	8
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	3	9	12	9	3
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	2	2	2	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	19	79	98	74	24
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	3	5	8	5	3
<b>Total</b>	<b>647</b>	<b>430</b>	<b>1077</b>	<b>533</b>	<b>544</b>

Le nombre de causes introduites a légèrement augmenté par rapport à l'exercice précédent (+ 15 dossiers sans compter les 30 affaires d'aide sociale).

Grâce à l'augmentation des affaires liquidées et malgré l'accroissement des causes introduites durant l'année, on assiste, pour la deuxième année consécutive, à une baisse (- 103 dossiers / - 122 en 2010) des affaires pendantes au 31 décembre 2011 par rapport aux dossiers pendants au 31 décembre 2010.

Il faut encore relever que le contentieux AI ne représente plus que le 21% des affaires dont est chargée la Cour des assurances sociales (31% en 2010, 36% en 2009 et 41% en 2008).

En ce qui concerne l'ancienneté des recours et actions, la Cour des assurances sociales compte encore une affaire de 2000 dans le domaine des allocations familiales, une affaire de 2004 en prévoyance professionnelle, cinquante-quatre affaires de 2009 et cent-nonante-deux affaires de 2010.

Concernant le dossier datant de 2000, l'arrêt du Tribunal fédéral ayant été rendu, l'affaire devrait pouvoir être reprise et liquidée au cours de 2012, tout comme le dossier de 2004 dont l'instruction, poursuivie après que les recours déposés contre les deux arrêts incidents rendus par la Cour ont été jugés irrecevables par le Tribunal fédéral, s'est terminée à fin 2011.

*Die Zahl der Neueingänge hat im Vergleich zum Vorjahr leicht zugenommen (+15 Dossiers, die 30 Sozialhilfeangelegenheiten nicht mitgerechnet).*

*Dank der Zunahme der erledigten Angelegenheiten und trotz des Anstiegs der während des Jahres erfolgten Neueingänge ist zum zweiten Jahr hintereinander ein Rückgang (-103 Dossiers / -122 im Jahr 2010) der am 31. Dezember 2011 hängigen Angelegenheiten im Vergleich zur Zahl jener am 31. Dezember 2010 zu verzeichnen.*

*Hervorzuheben ist, dass die IV-Streitfälle nur noch 21 % der Angelegenheiten ausmachen, mit denen sich der Sozialversicherungsgerichtshof zu befassen hat (2010: 31 %, 2009: 36 % und 2008: 41 %).*

*Was das Alter der Beschwerden und Klagen betrifft, so sind beim Sozialversicherungsgerichtshof noch eine Angelegenheit aus dem Jahr 2000 im Bereich der Familienzulagen, eine aus dem Jahr 2004 auf dem Gebiet der beruflichen Vorsorge, vierundfünfzig Angelegenheiten aus dem Jahr 2009 und hundertzweiundneunzig aus dem Jahr 2010 offen.*

*Betreffend das Dossier aus dem Jahr 2000 ist der Bundesgerichtsentscheid mittlerweile gefällt worden, sodass diese Angelegenheit im Laufe des Jahres 2012 wieder aufgenommen und abgeschlossen werden sollte, ebenso wie das Dossier aus dem Jahr 2004, bei dem die Instruktion, nachdem das Bundesgericht auf die nach den beiden Zwischenentscheiden des Hofes eingereichten Beschwerden nicht eingetreten ist, fortgeführt und Ende 2011 abgeschlossen wurde.*



#### IV. RECOURS AU TRIBUNAL FÉDÉRAL / BESCHWERDEN AN DAS BUNDESGERICHT

<b>Recours déposés / Eingereichte Beschwerden</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
I <sup>ère</sup> Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	30	18
II <sup>ème</sup> Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	16	17
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	1	14
Cour de modération / Moderationshof	0	3
Chambre des tutelles / Vormundschaftskammer	0	1
Tribunal cantonal / Kantonsgericht	0	0
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	27	10
Chambre pénale / Strafkammer	27	27
Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer	0	8
I <sup>ère</sup> Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	34	32
II <sup>ème</sup> Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	10	8
III <sup>ème</sup> Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	8	11
Cour fiscale / Steuergerichtshof	3	5
Cour des assurances sociales / Sozialversicherungsgerichtshof	53	39
<b>Total</b>	<b>209</b>	<b>198</b>

<b>Recours traités / Erledigte Beschwerden</b> <b>Modes de liquidation / Erledigungsarten</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>I<sup>ère</sup> Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof</b>		
Admis / Gutheissung	5	3
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1
Rejetés / Abweisung	10	8
Irrecevables / Nichteintreten	5	4
Sans objet / Gegenstandslos	1	0
Retirés / Rückzug	0	0
<b>II<sup>ème</sup> Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof</b>		
Admis / Gutheissung	3	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1
Rejetés / Abweisung	3	6
Irrecevables / Nichteintreten	14	11
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	1

<b>Chambre des poursuites et faillites / <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i></b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	2	2
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	8
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1
<b>Cour de modération / <i>Moderationshof</i></b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	1	1
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
<b>Chambre des tutelles / <i>Vormundschafskammer</i></b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	1
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
<b>Cour d'appel pénal / <i>Strafappellationshof</i></b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	16	14
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	1	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
<b>Chambre pénale / <i>Strafkammer</i></b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	4
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	10	7
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	10	16
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1
Rayé du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	0
<b>Président de la Chambre pénale / <i>Präsident der Strafkammer</i></b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	1
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	4
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1

<b>I<sup>ère</sup> Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	2	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	3	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	16	10
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	8
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	1
<b>II<sup>ème</sup> Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	3
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	3	2
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
<b>III<sup>ème</sup> Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	2	4
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	0
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	4
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
<b>Cour fiscale / Steuergerichtshof</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	2	4
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	3
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

<b>Cour des assurances sociales / Sozialversicherungsgerichtshof</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	10	3
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	4	2
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	5	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	18	6
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	3
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	3	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	3
<b>Total</b>	<b>178</b>	<b>179</b>